

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,50 euro

ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 15-16, Juillet - Août 2006

Un accès facile vers le monde entier: GeoPostYurtiçi...



www.geopostyurtici.com.tr



Choix énergétique



Ender Arat

La Turquie a pris la décision de se doter d'une production nucléaire d'électricité...

Page 7

Découverte



Sühendan İlal

Il était impressionnant de voir cet édifice, le premier pris sous sa protection par l'UNESCO en Turquie.

Page 13

Politique



Jacques Blanc

Il faut contribuer à ce que la réalité turque soit mieux connue en France..

Page 4

« Les entreprises françaises heureuses en Turquie... »



La Chambre de Commerce Française en Turquie est une association privée de droit local. Son Président, Yves-Marie Laouënan, nous a chaleureusement accueillis afin de nous parler de cette association fondée il y a 121 ans. Actuellement, elle est l'un des acteurs incontournables de la communauté d'affaires franco-turque, grâce notamment à ses 440 adhérents turcs et français ainsi qu'à son implication dans tous les secteurs de l'économie.

L'ancienneté et l'importance de ces relations s'expliquent par le fait que, à l'époque de sa création en 1885, il y avait à Constantinople trente mille Français. Il faut également replacer cette Chambre dans le cadre des relations commerciales et des flux de marchandises en Méditerranée, dont Marseille et Constantinople constituaient alors les pôles principaux.

La colonie et la communauté d'affaires françaises en Turquie s'inscrivaient alors dans la logique de ces échanges, dont elles étaient les acteurs majeurs. Aujourd'hui, il n'y a qu'environ 4500 Français en Turquie. Heureusement, le nombre des expatriés français est en constante augmentation de-



Christine Lagarde et Yves-Marie Laouënan

puis deux ans... C'est depuis 1986 que les relations entre la France et la Turquie ont pris un nouveau départ. J'étais à Istanbul depuis peu de temps lorsque Turgut Özal, au cours d'un voyage à Paris, a eu avec Jacques Chirac, alors Maire de Paris, un entretien prévu pour durer une demi-heure

(lire la suite page 3)

Deux nouveaux mots à retenir : « ALT » et « HUB »

L'année dernière à cette époque, je titrais mon éditorial « L'été d'Aujourd'hui la Turquie ». C'était effectivement notre premier été depuis la naissance de notre journal. Notre équipe partait en vacances au soleil de Bodrum. Et voici que c'est déjà un deuxième été. Occupés à préparer et à améliorer sans cesse « Aujourd'hui la Turquie », nous n'avons pas vu le temps passer. Au sein de l'équipe, nous



*Hüseyin Latif

(lire la suite page 6)

La Chambre de commerce française en Turquie a été créée en 1885. Est-ce révélateur de l'importance des relations commerciales entre la France et la Turquie ?



Chantal Thomass

Collection printemps - été 2006

(page 12)

La Turquie et l'UE : un duo gagnant



Dr. Hansjörg Kretschmer

Nous avons rencontré le représentant de la Commission européenne en Turquie depuis le 26 août 2002, Dr. Hansjörg Kretschmer, qui nous fait part de son opinion sur le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE.

Depuis l'ouverture des négociations, le 3 octobre 2005, où en est l'adoption des réformes exigées par l'UE en Turquie ?

Je pense que la Turquie montre un grand intérêt et un grand engagement, ce qui est

essentiel pour définir les champs de négociation dans les différents domaines. Donc, à mon avis, la situation est bonne.

Pensez-vous que le gouvernement actuel soit suffisamment fort et soutenu par l'opinion publique ?

Depuis 2002 ce gouvernement a fait des choses extraordinaires en matière de réformes à adopter. Naturellement, la Turquie est encore très loin de la fin du processus d'adhésion et l'on ne sait pas que feront les gouvernements futurs. Les négociations ne seront certainement pas achevées avant 2014. Cela dépend évidemment de l'avancement et de la vitesse d'adoption des réformes. En tout cas, jusqu'à présent, le gouvernement actuel a su garder un bon rythme concernant les réformes à faire. Certes, ces derniers mois, la vitesse semble un peu ralentir, mais n'oublions pas que l'année prochaine sera, en Turquie, une année électorale. Cela a inévitablement un impact sur la vitesse de détermination de la politique de réformes.

(lire la suite page 4)



(page 14)

Le maître glacier Ali Usta

L'OTAN : nouveau gendarme du monde ?

L'OTAN est partout, du terrain des conflits, un peu partout dans le monde, à la surveillance des rencontres au sommet et aux jeux Olympiques, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. La question qui se pose est alors : l'OTAN devient-elle le nouveau gendarme du monde ? Rappelons que dans l'après Seconde Guerre mondiale, ce sont les Européens, principalement les Français, qui ont demandé l'intervention et l'aide des Américains pour la protection de l'Europe face au danger grandissant du communisme. Cela conduisit à la créa-



*Mireille Sadège

(lire la suite page 2)

La Banque Centrale



*Haydar Çakmak

Durant tout le mois d'avril, la Turquie a débattu au sujet du futur président de la Banque centrale. Dans l'opinion publique, des questions comme : « par qui sera-t-elle dirigée, quelle politique

monétaire suivra-t-elle, comment conservera-t-elle son indépendance par rapport

(lire la suite page 9)

Adhésion ou non de la Turquie à l'UE : un choix d'avenir !



Didier Billion

Docteur en science politique et Directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégique, Didier Billion, vient de publier un livre intitulé « L'enjeu turc ».

Pourquoi le mot enjeu ?

Quand on aborde la Turquie et ses relations avec l'UE, deux questions se juxtaposent. Tout d'abord, si ce pays veut adhérer à l'UE, il faut qu'il atteigne un certain nombre de critères d'exigence qui sont valables pour tous les pays candidats à l'UE. Mais je crois que la Turquie nous pose un certain nombre de questions tout à fait essentielles que, jusqu'à maintenant, nous n'avions pas voulu aborder frontalement et que nous avions repoussées à plus tard. En nous posant ces questions, l'adhésion de la Turquie constitue un véritable enjeu. Je pense que l'UE sera capable d'intégrer la Turquie, peut être d'ici une dizaine d'années, si elle est capable elle-même de régler un certain nombre de questions qui sont pour l'instant laissées sans réponse. La réponse

à ces questions sera d'ailleurs déterminante pour l'avenir de l'Europe. C'est pour cela que le débat est si passionné et souvent mené de façon médiocre. Il existe certains véritables arguments pour, d'autres véritables arguments contre ; moi je suis pour. Mais ce qui est tout à fait énervant, c'est le fait qu'un certain nombre de responsables politiques européens, et tout particulièrement français, se saisissent de ce sujet pour des intérêts qui n'ont aucun rapport avec ceux de la Turquie et de l'UE.

Comment les médias en France traitent-ils la question turque ?

Que les médias aient un rôle important, c'est incontestable. Mais finalement, si je devais attaquer une catégorie d'individus au sujet de la nature et du contenu des débats, ce ne serait pas les médias, mais plutôt les responsables politiques. Qu'on le veuille ou non, ce sont eux qui fixent la nature du débat sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres. Les médias sont une caisse de résonance très importante. Qu'ils aient aussi parfois une réelle autonomie, c'est incontestable, c'est le fameux débat sur les rapports entre médias et pouvoir. Finalement, on ne peut pas dire que ce soient les médias qui aient cristallisé ces questions et ces faux débats, mais bien plutôt que certains responsables politiques en ont la principale responsabilité.

Vous soulignez un point qui est tout à fait remarquable, la Turquie, bien qu'extrêmement proche pour des raisons politiques,

historiques, culturelles et géographiques – on va à Istanbul en trois heures – reste un pays extrêmement mal connu. C'est là un véritable paradoxe. Peut-être bien y a-t-il une responsabilité des Turcs eux-mêmes, je l'admets bien volontiers et je le dis souvent à mes amis turcs.

Enfin le désenchantement et le désamour qu'ont les citoyens des pays membres de l'UE vis-à-vis de l'UE elle-même jouent peut-être aussi un rôle : quand on est dans une situation de crise où l'on ne sait plus trop bien dans quelle direction aller, il est toujours facile d'en rendre responsable un pays ou un groupe de pays qui finalement n'y est pour rien.

La Turquie n'apparaît pas comme un pays stratégiquement important pour la France. Les Turcs se plaignent souvent que la France soit indifférente à leur l'égard.

Les Français et leurs responsables politiques ne sont pas unanimes et ont différentes visions, et perceptions de la Turquie.

Je ne pense donc pas que le mot « indifférence » soit le bon. Je suis d'accord avec vous, la France, d'un point de vue général et en schématisant, et ce depuis de nombreuses décennies à la différence, par exemple, des Britanniques, n'a jamais eu une perception très aiguë de l'importance stratégique de la Turquie dans son environnement régional. C'est un constat qu'on ne peut que regretter.

Traditionnellement, malgré certes des hauts et des bas, la France, pour différentes raisons, était plutôt perçue comme une amie fidèle de la Turquie. Je constate

que depuis plusieurs années, une sorte de désamour s'installe entre la France et la Turquie, et c'est vraiment dramatique. Qu'avons-nous à gagner à cela, nous Français ? Rien.

L'Europe à géométrie variable. Qu'en pensez-vous ?

Parlons de la monnaie : les 25 pays membres de l'UE ne font pas tous partie de la zone euro, voilà un aspect de géométrie variable. Quant à Airbus, grande réussite industrielle, voilà ce que doit être l'Europe pour moi, mais les 25 n'y participent pas tous. Peut-être un jour feront-ils partie du projet Airbus, mais on n'en est pas là. Il se trouve que d'ores et déjà l'UE fonctionne ainsi, ce que voulait empêcher le traité constitutionnel en corsetant la vie économique, politique et culturelle. Personnellement je n'y étais pas favorable. Si l'Europe veut sortir la tête haute de la crise qu'elle traverse actuellement, une crise profonde, elle ne pourra le faire qu'en se dotant notamment d'un système de coopération forcée, donc de construction à géométrie variable. Il n'est pas question de laisser quiconque au bord de la route, mais on sait bien que tous les pays de l'UE sont divers en termes de développement économique. On ne peut pas unifier tout ceci d'un coup de baguette magique, cela se fera peu à peu ; je le souhaite, mais j'ai conscience que cela prendra sûrement beaucoup de temps. Néanmoins, je pense qu'il est parfaitement possible de mettre en route tout de suite un certain nombre de projets à plusieurs – plus on sera, mieux ce sera – mais il n'est pas nécessaire d'attendre d'être à 25. C'est cela, ma notion de géométrie variable. Ce n'est nullement péjoratif, au contraire, c'est peut être la chance d'aller de l'avant.



L'OTAN : nouveau gendarme du monde ? (Suite de la page 1)

tion du Pacte atlantique en 1949, qui sera transformé en 1952 en une organisation militaire intégrée : OTAN. Il s'ensuivra une bipolarisation du monde et une course frénétique aux armements durant 40 ans mais, grâce à la dissuasion nucléaire, il n'y aura aucun conflit entre les deux blocs. L'OTAN aura ainsi rempli pleinement sa mission de défense de l'Europe durant la guerre froide. En 1991, face à l'effondrement de l'URSS et à la disparition de la menace communiste, l'OTAN n'avait plus de raison d'être, mais les Américains n'avaient nullement envie d'abandonner leur hégémonie en ce qui concerne les questions de la sécurité et de la défense en Europe. Trois facteurs ont contribué également à ce que l'OTAN puisse continuer son existence en l'absence même d'un ennemi désigné. Il s'agit d'abord de l'incapacité des Européens à gérer les conflits et les crises survenus dans l'après guerre froide, ensuite du souhait des pays de l'Europe de l'Est de voir maintenue cette Alliance et enfin du manque de volonté, au sein de l'UE, de mettre en place un système de sécurité et de défense purement européen et indépendant de l'OTAN. Les États-Unis ont légitimé l'existence de

cette Alliance d'une part en transformant la nature de ses missions – autrement dit en adoptant une conception élargie de la sécurité – et d'autre part en élargissant ses contours géographiques grâce à l'adhésion de nouveaux pays. Mais, dans l'après septembre 2001, lorsque les États-Unis ont préféré recourir aux coalitions « volontaires » et non pas à l'OTAN, notamment pour attaquer l'Irak, cela a pu être considéré comme une marque de défiance à l'égard de cette dernière et interprété comme la fin proche de cette Alliance. Seulement, les coûts élevés des opérations ainsi que l'isolement des États-Unis sur la scène internationale vont très vite mettre fin à ce désaveu. Les Américains, méfiants à l'égard des Nations unies, préfèrent jouer la carte de du « multilatéralisme » au sein de l'OTAN où ils ont une influence prépondérante. Pour les Américains, l'OTAN devient de nouveau le lieu où tous les problèmes liés à la sécurité doivent être discutés. Ainsi, les États-Unis se préparent à lui faire franchir un nouveau pas en redéfinissant encore une fois les missions ainsi

que le fonctionnement de cette Alliance. Cette nouvelle évolution s'articulera autour des points suivants :

- Élargir le champ d'action de l'OTAN et ne plus le limiter uniquement aux relations euro-atlantiques. Tout comme le souligne le secrétaire général de l'OTAN, De Hoop Scheffer : « l'OTAN n'est pas le gendarme du monde, mais nous développons toujours plus de collaborations à l'échelle mondiale. » Seulement la discussion au sein de l'OTAN des problèmes de sécurité et l'obtention d'un consensus au sein de cette Alliance risquent de marginaliser complètement le Conseil de sécurité de l'ONU qui ne servirait alors plus qu'à valider les décisions prises par cette dernière.

- Créer des infrastructures communes pour les opérations militaires grâce à un financement commun. Il est utile de rappeler qu'à l'heure actuelle, chaque pays supporte les coûts de ses propres troupes au sein de l'OTAN. Cette disposition risque de faire perdre le contrôle de leur budget de défense à des pays qui ne souhaitent pas ac-

corder de fonds importants à la défense mais qui vont se voir obligés de le faire en participant au financement commun.

- Introduire la notion « d'abstention constructive », autrement dit de prise de décisions à la majorité et non pas par le consensus comme c'est le cas actuellement. Cela fait perdre à un État sa possibilité de blocage dans une opération dans laquelle il ne souhaite pas s'engager.

- La lutte contre le terrorisme, devient le nouvel ennemi de l'OTAN. Cette disposition va permettre à l'Alliance, parallèlement à son action militaire, de mener également la lutte contre le terrorisme. Rappelons que pour les Américains, le terrorisme est avant tout un problème militaire alors que pour les Européens, c'est plutôt une question judiciaire et policière. Cette disposition conduirait alors à une vision plus militaire de cette lutte.

Même si pour le secrétaire général de l'Alliance, « l'OTAN n'est pas le gendarme du monde », en tout cas avec ces évolutions dont le calendrier est fixé pour 2008, elle disposera de tous les atouts pour le devenir.

*Mireille Sadège, journaliste, Docteur en histoire des relations internationales



« Les entreprises françaises heureuses en Turquie... » (Suite de la page 1)



Soirée de gala organisée par CCFT le 16 juin et présidée par Mme Christine Lagarde, Ministre déléguée au commerce extérieur et M. Kürşat Tüzmen, Ministre d'Etat en charge du commerce extérieur et des douanes, à l'occasion de la remise des « Oscars de l'Exportation ». Mme Lagarde s'est particulièrement intéressée à notre journal et a longuement discuté avec notre directeur de la publication, Hüseyin Latif.

mais qui s'est terminé deux heures plus tard dans une ambiance particulièrement chaleureuse. Dans une interview donnée à son retour à Istanbul et reprise à la une du quotidien « *Güneş* » du lendemain, Turgut Özal déclara alors : « Nous levons l'embargo sur la France ». Il faut noter qu'aucun embargo officiel n'existait à l'encontre de la France, mais que les relations commerciales étaient fort tendues. Déjà à l'époque, le problème était arménien : il s'agissait de l'inauguration à Marseille par Charles Hernu, Député socialiste et Ministre français de la Défense, d'un monument commémorant ce que certains appellent le génocide arménien.

Peut-on dire que ce problème empoisonne les relations franco-turques comme l'a titré le journal « le Monde » ?

En tout cas, il rend parfois le dialogue et la compréhension difficiles entre nos deux pays. Cette situation est fort dommageable car de très nombreux éléments témoignent depuis longtemps de la grande amitié existant entre nos deux pays. Il suffit de constater la vitalité de la francophonie en Turquie, trop souvent ignorée en France. En effet, chaque année, 20 000 étudiants et lycéens reçoivent un enseignement en langue française (dans sept établissements du secondaire et une université francophone). Il faut aussi relever la présence et l'expansion très dynamique des entreprises françaises sur le marché turc. En 1986, quand je suis arrivé en Turquie, il n'y avait que 7 filiales de sociétés françaises, dont Air France et Renault qui s'y était implantée industriellement 8 ans auparavant. Aujourd'hui, plus de 250 sociétés françaises sont présentes sur le sol turc...

Quels sont les secteurs qui investissent le plus en Turquie ?

Tous les secteurs sont concernés par cet essor. On voit notamment beaucoup de mouvements dans le monde de l'automobile : les équipementiers, sous-traitants de l'automobile, sont arrivés en nombre ces dernières années avec la constitution d'un important pôle automobile en Turquie. Les trois cimentiers français sont implantés ici (Lafarge, Ciments Français Et Vicat). Mentionnons également le secteur bancaire, celui des services où des opérateurs

français occupent des « pole positions » dans leur domaines respectifs (Sodexo, Gefco, Mazars...) On trouve par ailleurs des banques (Calyon, BNP-TEB, Societe Générale) des assurances (Axa et Groupama) et de grandes sociétés du secteur pharmaceutique. Dans la grande distribution, Carrefour est aujourd'hui le deuxième opérateur en Turquie, où ce groupe talonne de près la première enseigne locale..

Toutes les sociétés françaises qui arrivent en Turquie réussissent-elles ?

Je puis témoigner de ce que le taux d'échec parmi les filiales et les entreprises françaises en Turquie est extrêmement faible, et l'on n'a connu que deux ou trois cas sur 250. On peut tout à fait en conclure que les entreprises françaises qui viennent ici sont des entreprises heureuses.

La Turquie est-elle une destination pour les entreprises françaises qui délocalisent ?

Dans certains secteurs comme la sous-traitance automobile, on constate certes une certaine délocalisation, mais la raison pour laquelle les entreprises françaises viennent ici tient avant tout à l'existence d'un marché local très porteur. On vient ici et on y produit essentiellement pour le marché turc. Nous ne sommes pas ici dans le Maghreb: on ne s'implante pas industriellement sur le marché turc parce que les salaires y sont bas – d'ailleurs ils ne le sont plus tellement... Pourquoi une entreprise française viendrait-elle délocaliser ici alors même que les industriels turcs s'installent massivement en Roumanie et en Bulgarie ? Dans ces deux pays, en effet, les salaires sont le tiers ou quart des salaires turcs. En revanche, la main-d'œuvre turque, même quand elle est non spécialisée, reste extrêmement intéressante par l'engagement des salariés, leur mentalité très constructive : ce sont des hommes et des femmes qui participent, qui se sentent concernés et solidaires de leur entreprise. Le travailleur turc a souvent une bonne formation de base et est très réceptif à la formation interne dans son entreprise. Donc c'est cette main-d'œuvre, son engagement, qui à mon avis constituent ici l'un des tout premiers atouts pour les entreprises françaises. Je le répète, si une entreprise étrangère vient ici, c'est

avant tout pour le marché turc, un marché de 72 millions de consommateurs à la frontière orientale de l'Europe, au sein même de l'Union Douanière. Les consommateurs turcs sont curieux et bien informés ; ils recherchent les produits nouveaux et c'est normal : 50 % de la population turque a moins de 25 ans. Enfin, les entreprises viennent en Turquie parce que les conditions d'investissement sont bonnes : depuis deux ans, la loi sur l'investissement étranger fait qu'un entrepreneur Turc et un entrepreneur étranger ont les mêmes droits. Bien sûr, tout n'est pas rose et, parfois, des entreprises rencontrent quelques difficultés bureaucratiques. La difficulté d'obtention des permis de travail et de séjour (ikâmet) en sont d'ailleurs le premier exemple.. Néanmoins, la création d'une société est ici souvent plus rapide qu'en France !

250 entreprises françaises implantées en Turquie, cela représente quel volume d'affaires ?

Ces 250 entreprises représentent 45 000 emplois et près de 9 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Nous avons appris récemment la reprise de l'entreprise française Duralex par une société turque ; cela représente 300 emplois en France. C'est une très vieille marque de verrerie française qui a été reprise par la deuxième société turque dans le secteur du verre. Malheureusement, les investissements turcs en France sont encore très faibles. Parmi les plus connus, on peut citer les entreprises d'électroménager Arcelik et Beko, ainsi que la société de transports Omsan (Groupe OYAK).

Seules les grandes sociétés investissent-elles en Turquie ou y a-t-il aussi des PME-PMI ?

Jusqu'à maintenant, on voyait surtout venir en Turquie de grandes sociétés ou de grosses PME-PMI. On constate depuis quelque temps une présence accrue des PMI françaises sur le marché turc, ce qui signale une progression vers plus de « maturité » dans les échanges entre nos deux pays. Ce sont elles en effet qui symbolisent et révèlent la stabilisation et la pérennisation des échanges commerciaux. Mais nous devons encore progresser et amener davantage de PME françaises en Turquie. Notre directeur, Raphaël Esposito, a orga-

nisé et animé 20 « Journées Turquie » en France dans les six premiers mois de 2006, non seulement à Paris, mais aussi à Poitiers ou Marseille en passant par des villes comme Strasbourg, Nancy ou Limoges. Chaque fois, il a rencontré entre 20 et 40 entreprises, leur expliquant les mécanismes du marché turc et les écoutant pour évaluer avec elles leur intérêt à venir en Turquie.

L'opinion publique française reste hostile à la Turquie. Quelle en serait la raison ?

Le problème se pose en termes d'image. Trop souvent encore, la Turquie ne bénéficie, au mieux, que d'une « absence d'image » en France ! Pour beaucoup de Français, la Turquie est avant tout représentée par des immigrés turcs qui, parfois, sont aussi peu intégrés dans les agglomérations de Paris, Lyon, Marseille ou Colmar qu'ils le seraient dans celles d'Istanbul ou d'Izmir. De plus, la Turquie n'existe trop souvent dans les médias français qu'au travers de faits divers, du terrorisme ou des catastrophes naturelles. Tout ceci dans un contexte français marqué par le chômage, les problèmes économiques, la dégradation des structures sociales et l'angoisse devant les perspectives ouvertes par les phénomènes de globalisation.

Les Français ont terriblement peur de perdre leurs acquis sociaux. Tout cela crée un environnement d'insécurité et il est facile de penser que l'immigration contribue à tout cela. Les Français connaissent mal la Turquie et, craignant une vague supplémentaire d'immigration, ne se rendent absolument pas compte du niveau de développement atteint par ce pays.

Je vis en Turquie depuis 19 ans et je constate toujours la même chose : quand un chef d'entreprise découvre ce pays, il dit toujours : « si j'avais su... ». Tout cela doit changer, mais, pour cela, il va falloir que les parties concernées consentent beaucoup d'efforts, aussi bien la France que la Turquie. Notre Chambre aspire à s'engager davantage dans ce mouvement. Votre publication y a certainement également sa place et son utilité !

Propos recueillis par
Mireille Sadège

DROIT A L'ÉVASION ?

oui!

dans votre agence de voyages ou
www.marmara.com
0892 161 161

Turquie Week-end Happy Istanbul***

229€*

7 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

marmara

Droit au voyage

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

Le Sénat, acteur du rapprochement entre la France et la Turquie



Jacques Blanc

Jacques Blanc, président du groupe amitié France - Turquie au Sénat, déclarait : « en ouvrant les négociations avec la Turquie, l'Europe a choisi la voie du dialogue, de l'ouverture et de la puissance et non celle du repli identitaire, du passé et du renoncement ».

D'après vous, quelles sont les conséquences du « non » français au traité constitutionnel, peut-on parler d'une situation de crise et d'un blocage dans la construction européenne ?

Il faut rappeler que l'UE continue de fonctionner, elle a fait face sur le plan du budget (quelle que soit l'analyse qu'on fait du résultat), vient de sortir un directive service, les négociations avec la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie et la Croatie sont en cours, des positions sont prises par rapport

aux problèmes mondiaux, notamment l'Iran. Seulement, il n'y a pas de plan de rechange ni de plan « B » comme l'avaient soutenu certains responsables politiques de gauche en France. Le « non » français a traduit des sentiments multiples, mais il a incontestablement porté un mauvais coup à la marche en avant de l'UE. L'Europe a besoin de trouver un nouveau souffle que la Constitution pourrait lui donner. Mais il ne peut pas y avoir une solution immédiate, il faudra attendre

la présidence allemande et les élections en France et aux Pays-Bas pour voir un redémarrage apportant une solution pour que ceux qui ont dit « oui » ne soient pas désavoués et que ceux qui ont dit « non » sentent qu'il y a une prise en compte des positions exprimées. Il ne faut surtout pas que ce « non » débouche sur une nouvelle conception de l'Europe. L'UE doit rester un projet global, la référence à des valeurs, à une politique partagée, à des chances supplémentaires et une plus-value pour chacun des pays afin que l'UE reste un espace de prospérité et de création d'emploi et de lutte contre les excès de la mondialisation. Plus que jamais, à mes yeux, l'Europe demeure une nécessité, une exigence et un facteur d'entraînement.

Selon vous, l'UE doit-elle poursuivre son élargissement ?

Le problème de l'élargissement est qu'il n'est pas assez expliqué aux Français. Lors du passage à 25 il n'y a pas eu assez

de pédagogie pour expliquer que ces élargissements se faisaient dans une double perspective. Bien sûr, les pays candidats s'amarrent à la démocratie et vont plus loin dans les domaines politique, économique, social et le respect des valeurs et les droits de personnes mais c'est aussi une perspective pour que l'Union ait plus d'atouts pour jouer son rôle dans le monde. C'est donc un échange, il y a des intérêts réciproques. Souvent, on ne parle que des intérêts des pays candidats, mais il faut regarder aussi les retombées positives par rapport à l'Europe elle-même. Je crois que cela n'a pas été assez expliqué.

Concernant les relations franco-turques, croyez-vous qu'il existe suffisamment d'échanges afin d'assurer des relations positives entre la Turquie et la France ?

Il est certain qu'il faut multiplier les possibilités d'échange et de dialogue. Je souhaite d'ailleurs qu'on puisse renforcer les capacités d'une meilleure compréhension par la mise en place de groupes de contacts entre les comités des régions d'Europe qui associent des représentants et des élus locaux turcs et français. Il s'agit de faire se rencontrer ces élus locaux pour qu'ils échangent leurs expériences et qu'ils soient les facteurs d'une meilleure communication.

D'après vous, quelle est l'origine de l'hostilité des Français face à l'entrée de la Turquie dans l'UE ?

Des angoisses à l'égard de la Turquie ont été amplifiées. Mais je crois que c'est plus la méconnaissance de la réalité européenne associée à celle de la réalité turque qui ont

engendré cette situation de psychodrame. Nous devons en sortir pour qu'il y ait une compréhension nouvelle. De plus, l'opinion publique n'a pas mesuré que, d'ici 15 ans, l'Europe elle-même aurait évolué dans ses propres modalités et que la Turquie aurait énormément bougé, il suffit de voir ce qui s'y passe, les réformes qui y sont adoptées. Ce qui traduit d'ailleurs un courage politique, quand on voit les difficultés que nous avons pour faire des réformes en France. Il faut que les Français comprennent qu'il existe une opinion publique en Turquie. Et que le jeu de la démocratie y fonctionne, la preuve en est les élections avec des changements de gouvernement et de majorité. Il faut bien mettre en valeur le poids et l'importance que la Turquie représente pour l'UE et le rôle qu'elle peut jouer dans le renforcement de la paix en Europe. Par sa position géographique stratégique, elle peut être un facteur formidable d'augmentation du rayonnement de l'Europe.

Propos recueillis par
Mireille Sadège, journaliste

Qui est Jacques Blanc ?

Né le 21 octobre 1939, ce médecin neuropsychiatre est sénateur de la Lozère (Languedoc-Roussillon). Membre de l'UMP, il est vice-président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées ; vice-président de la délégation parlementaire pour l'UE et président du groupe France-Turquie.

La Turquie et l'UE : un duo gagnant (Suite de la page 1)



Parallèlement à votre mission de surveillance et de contrôle de l'avancement des réformes, quelles sont les actions de l'UE visant à encourager et à faciliter les pouvoirs politiques durant ce processus ?

Nous établissons chaque année un rapport de progrès faisant un état des lieux de la politique en Turquie. Mais la Turquie n'est pas seule pour accomplir ses efforts de réformes. Nous avons une coopération financière très importante avec elle. Ainsi, la Turquie met en œuvre ses projets avec le soutien financier de l'UE. Ces projets sont destinés exclusivement à aider la Turquie à mener à bien les réformes entreprises. Il existe une multitude de projets dans tous les domaines touchés par les négociations, notamment des projets avec le système judiciaire, les organisations des droits de l'homme, des projets concernant la politique de la concurrence, la politique agricole, l'environnement etc. Il s'agit là d'une des missions les plus importantes que la Commission européenne doit ac-

complir. Mais, le processus de négociation étant un processus politique, nous avons une autre mission très importante concernant l'opinion publique : nous essayons de l'informer au sujet de l'UE, sur ce que signifie pour la Turquie cette adhésion à l'UE. Il nous faut aussi expliquer au public turc comment le processus va se dérouler et quelles sont les difficultés à attendre. Ce faisant, nous essayons de consolider et d'accroître le soutien du public turc à l'entrée dans l'UE. Car l'enseignement du dernier élargissement de l'UE a montré que durant les négociations d'adhésion, le soutien du public diminue, parfois assez dramatiquement comme on a pu le voir dans certains pays d'Europe centrale. Nous savons que plus le soutien public sera important, plus le gouvernement pourra facilement mettre en œuvre les réformes. D'où l'importance d'informer l'opinion publique sur les contraintes et les avantages de l'adhésion à l'UE.

À combien s'élèvent les aides financières accordées à la Turquie dans le cadre du processus d'intégration à l'UE, et comment sont-elles accordées ?

Ces aides financières ont augmenté récemment : en 2006 on est arrivé à 500 millions d'euros. Il s'agit de dons, et non pas de prêts. C'est un montant assez substantiel qui a été multiplié par 4 ces dernières années – en 2002, on était environ à 120-125 millions – et il va certainement continuer à s'accroître. On programme des projets

dans ce volume, ces projets sont très souvent étalés sur plusieurs années et le déblocage des fonds se fait suivant les progrès enregistrés dans leur mise en application. Je rappelle que cette assistance financière n'est pas une assistance budgétaire. Ce sont des fonds utilisés pour financer les organisations qui exécutent des projets. Ce ne sont pas des aides budgétaires que la Turquie reçoit dans son budget général et peut dépenser sans contrôle.

Que pensez-vous de la présence et de l'influence du FMI dans l'économie turque ? Ses actions vont-elles dans le sens souhaité par l'UE ?

Absolument. Il faut bien reconnaître que si la Turquie a fait de grands progrès ces dernières années, depuis la grande crise économique 2001, c'est certainement dû au fait qu'elle a travaillé étroitement avec le FMI. La stabilisation macroéconomique qui a été accomplie l'a été grâce au respect par la Turquie des normes et des exigences du FMI.

Vous venez de dire que la stabilisation macroéconomique est achevée. Mais nous constatons actuellement une crise en Turquie ; comment l'expliquez-vous ?

La stabilisation macroéconomique accomplie par la Turquie depuis 2001 est impressionnante. Toutefois, ces dernières semaines, on a pu assister à quelques difficultés. Mais ces complications ne sont pas dues aux problèmes internes de la Turquie. En effet, même si la situation macroéconomique de la Turquie est devenue relativement stable, elle conserve une certaine vulnérabilité. Or, une grande partie des liquidités récemment entrées en Turquie étaient

des fonds à court terme. On a toujours craint qu'une hausse des taux d'intérêts sur d'autres marchés du monde se répercute négativement en Turquie. C'est ce qui vient d'arriver, suite à une augmentation notable des taux d'intérêts aux États-Unis et en Europe. Aussi, beaucoup de fonds ont été retirés de Turquie parce que les investisseurs avaient trouvé de meilleurs taux ailleurs. Les conséquences ont été une baisse de valeur de la livre turque et une certaine hausse de l'inflation, mais il n'y a pas de « crise » dans l'immédiat. On pourra juger de cette situation dans quelques mois, quand la situation internationale sera stabilisée. À l'heure actuelle, un mouvement de panique ne serait pas justifié, la situation semble tout à fait sous contrôle.

Que pensez-vous des sociétés civiles en Turquie et du rôle qu'elles doivent jouer dans le processus d'intégration à l'UE ?

On a assisté à un développement très positif de la société civile, des organisations des sociétés civiles et leur situation légale a été améliorée. Donc, il est plus facile pour elles d'agir. À notre avis, dans tous les domaines touchés par les réformes, qu'ils soient politiques ou économiques, une participation active de la société civile est impérative. Je suis content de voir que le gouvernement a commencé à les consulter. Parce que, finalement, dans tous les pays démocratiques du monde, la société civile traduit dans une large mesure les problèmes réels auxquels la population est confrontée. C'est très important pour un gouvernement démocratique.

Propos recueillis par
Hüseyin Latif, journaliste

La Turquie : le temps du sursaut



*Garip Turunç

Atatürk disait : « Il faut savoir choisir entre la révélation passée et la liberté future. » Saluons la détermination de la Turquie qui a fait, depuis l'effondrement de l'Empire ottoman en 1920, le choix de l'Europe. Un choix aujourd'hui accepté par la population turque pour qui adhérer à l'Union, c'est d'abord et avant tout « adopter les valeurs européennes de démocratie, de droits de l'homme et de modernité ». C'est une volonté de rompre également avec l'instabilité politique et une longue tradition de coups d'État. C'est aussi le rêve de partager un supposé « european way of life », mélange de bien-être et de protection sociale. C'est enfin la croyance qu'à force de vouloir on peut devenir européen en dépit de traditions parfois archaïques. À la question, « voulons-nous vivre ensemble ? », les Turcs répondent donc oui. Toujours est-il que cette intégration pose un défi à la Turquie : ce pays sera-t-il en mesure d'accomplir un sursaut national pour aborder les « rives lumineuses d'un nouvel âge ? »

La Turquie vit aujourd'hui, comme d'autres sociétés, un dépérissement du fait politique : elle traverse une phase de « démocratie contemplative » en raison d'une perte de crédibilité de sa classe politique. La multiplication des crises (la crise kurde, la crise du foulard-laïcité, la crise liée à la corruption de l'administration, aux détournements de fonds, à la pratique des pots-de-vin...),

a habitué la société turque à un profond manque de confiance dans la classe politique. Un fossé s'est creusé entre le pouvoir et la société ; ce régime ne représente plus le peuple ; les gens doutent surtout de la capacité de la classe politique à mettre en œuvre les vrais changements que les crises rendent urgents mais qui heurtent de front leurs propres intérêts. L'impasse du régime qui semble se profiler à l'horizon pose de manière voilée une question à laquelle il est difficile de faire face : le besoin de charisme se révèle de plus en plus perceptible à l'intérieur de l'establishment politique. C'est là l'un des enjeux importants des prochaines élections.

Il y a dans l'air une attente, une envie d'utopie et de vertu publique. Renaissance d'un mythe du fondateur. La réaction populaire étant subjective, émotionnelle, personne ne peut assurer que la fragmentation sociale ne mènera pas à un déchirement fracassant, qui conférerait à l'armée l'autorité suprême ou qui verrait la

Turquie risquer, dans les années à venir, de « s'abandonner au premier maître venu, ouvrant la voie aux charognards, aux hyènes et aux chantres de l'obscurantisme ». La Turquie semble avoir peur du mouvement et donc, encore et toujours, la tentation et le désir du conservatisme et du repli frileux : « L'atonie du pouvoir, son manque de vision et de projet entretiennent

un profond traumatisme qui aggrave les doutes et avive les peurs. » C'est contre cette tentation que je m'insurge en appelant à l'énergie et à la vitalité de la Nation. Originaire de ce pays, ma mémoire est liée à la sienne à travers les montages et les frontières. Je souhaite l'arrivée au pouvoir d'hommes oublieux de leurs intérêts personnels et catégoriels, habités par une « illumination intérieure » et qui, debout, dans un élan salvateur, guideront le pays vers une nouvelle « révolution » humaniste, nourrie de démocratie et d'Europe.

Pour surmonter ses blocages, conjurer ses peurs et se projeter dans le troisième millénaire, la Turquie a aujourd'hui besoin, pour se rendre d'un temps à l'autre, d'une rive à l'autre, de passeurs qui sachent recréer

les liens, raccommoder les déchirures, faciliter les mues, percer de lumière les nuées et guérir le cancer du doute. C'est à tous les niveaux de la société, depuis l'école primaire jusqu'au sommet de l'État, que doivent éclore ces passeurs, véritables médiateurs,

éclaireurs des temps nouveaux, relais au sein du corps social réunissant tous ceux qui sont investis de la moindre parcelle de responsabilité collective et qui doivent contribuer à réveiller les consciences. C'est vrai, bien sûr, de tous les pouvoirs et contre-pouvoirs, médiatiques, juridiques, intellectuels, mais aussi des acteurs de la société, parents, professeurs, chefs d'en-

treprises. À chacun d'eux, il revient de défendre une exigence démocratique, un esprit laïc, une morale républicaine.

C'est à une révolution morale et mentale qu'il faut s'atteler, dans la lignée du Tanzimat et de la révolution d'Atatürk, qui ouvrira les portes de la vie, de la rue, de l'outrance. Élargir le champ des idées, la gamme des sentiments, le clavier des mots pour dire les temps nouveaux, les « occasions émergentes », exprimer le changement par la redéfinition des mots et des concepts. Ouvrir le champ de la conviction, retrouver un sens, un but, un horizon. Accroître le territoire de l'humain et recréer une communauté de destin, valoriser la contribution de chacun, fort ou faible, Kurde, Laze, Azéri, Alevi, Çerkez... Retrouver aux franges de la société turque l'esprit de don, là où la violence porte derrière son masque générosité, force, créativité, vitalité inexplorées, inexploitées, humiliées. Relever le gant, en rejetant la spirale de l'ostracisme et de la peur, refuser l'inertie, la passivité, comme l'agitation désordonnée ou l'écrasement du temps pour retrouver une chronologie, un ordre, une ascension, un appétit des choses et des êtres. Il y a deux rêves des peuples dans l'histoire : celui qui désigne un but et celui qui berce une nostalgie. Il faut retrouver le premier, le « rêve européen » – ancré depuis plusieurs générations chez les Turcs – grâce à une nouvelle pensée politique et une nouvelle manière de gouverner.

*Maître de conférences
à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV
Professeur associé
à l'Université Galatasaray d'Istanbul

Il faut retrouver le « rêve européen » ancré depuis plusieurs générations chez les Turcs grâce à une nouvelle pensée politique et une nouvelle manière de gouverner.

La « Consommation durable » est-elle possible ?



*Burcu Özgüven

Bientôt des milliers de familles seront sur les routes et nous allons voir les mêmes images qui se renouvellent chaque année. Une marée de véhicules à moteur se répandra partout, d'Istanbul vers nos villes du sud. Les habitants des grandes villes sont sur les routes pour assiéger la région des vacances. Où allons-nous? Bien sûr vers le sud, vers les baies paradisiaques. Les beautés de la nature, l'histoire, le soleil, la mer, la fête sont tous rassemblés ici. Nous avons nos multipropriétés, nos villas, nos appartements, nos formules tout compris, à paiement échelonné. Nous partons de notre appartement d'Istanbul vers notre région de vacances où nous pouvons continuer exactement nos habitudes de vie. Vers ces côtes paradisiaques alignées en blocs superposés, transformées en béton que vous connaissez. Nous allons continuer notre vie en bord de mer pour quelques semai-

nes. Nous allons développer une routine fatigante exactement comme à Istanbul. Par exemple : manger, aller à la mer, manger, dormir, aller à la mer, manger, etc. Et le soir, la fête forcée. Nous allons répéter exactement toutes nos habitudes, retrouver les mêmes personnes qu'à Istanbul, manger et boire les mêmes choses. La façon dont nous consommons et nous nous consomons à Istanbul, sera parfaitement adaptée à notre région de vacances. Nous allons soupirer en rêvant de vivre un jour plus longtemps dans ces endroits. Mais, une fois que les vacances seront terminées et que nous serons sur la route d'Istanbul avec nos yeux endormis, nous laisserons tout ça derrière nous comme un rêve agréable. Retour à la routine d'Istanbul. Les responsabilités et les envies habituelles sont au travail.

Tandis que le « rêve agréable » que nous avons laissé derrière nous et oublié

jusqu'aux prochaines vacances a perdu depuis longtemps ses ressources naturelles et est devenu une forêt de béton. Les jolis champs et baies sont devenus des poubelles, les espaces verts sont réduits, les forêts sont dévastées par les incendies, les yachts ont vidé leurs sentines dans les baies mais qui s'en soucie ? Et on voit d'un coup que des petits hôtels en

bord de mer qui saluent les marins depuis des siècles, des tumulus au bord des routes, des ruines de remparts, des coupes de hammams sont sacrifiés, dévorés par le bitume du nouveau village de vacances cinq étoiles. En peu de temps, l'insolence citadine a jeté à la benne les ressources de la nature qui étaient là depuis des centaines de siècles mais y a-t-il quelqu'un pour s'en soucier ? De cette façon, après avoir consommé l'ancienne, nous chercherons à nouveau une nouvelle région de vacances « paradisiaque ».

Depuis le Sommet sur l'environnement des Nations unies organisé à Rio, la notion de « développement durable » s'est installée dans le dictionnaire social. L'objectif étant la réalisation d'un développement sans altération, sans épuisement pour les ressources naturel-

les. Alors que le mode de vie adopté par l'homme moderne nous fait penser plutôt à la « consommation durable ». Où plus exactement « se consumer en consommant »... Est-il possible de poursuivre un tel mode de vie ? Jusqu'où pourra aller la société actuelle en consommant toutes les ressources ? Les côtes méditerranéennes sont perdues petit à petit. La nature est confiée à toute vitesse à la transformation en béton et tout cela pour un caprice de quelques semai-



Fethiye Ölüdeniz

nes d'une masse qui étouffe dans les villes. Notre société qui épuise les ressources s'apercevra un jour, et d'une façon tragique, que jeter à la poubelle et s'éloigner n'était pas une solution car la poubelle ne se trouvait pas dans un coin du jardin mais dans la maison, juste au dessus de son lit.

Pour s'en apercevoir, il faut voir, et pour voir il faut regarder. Alors que l'homme n'a même pas le temps de tourner la tête dans cette cadence de vie infernale. S'il regardait, s'il pouvait regarder, il s'apercevrait que ni les régions de vacances qui imitent la vie quotidienne, ni les recettes du bonheur transformées en pilule pour les sociétés occidentales ne suffisent à changer son mode de vie axé sur la consommation. Le vrai problème est que l'homme devient étranger à lui-même, à sa nature et cela ne peut pas s'arranger avec la destruction et la consommation des régions dans lesquelles des centres de vacances sont construits pour ces courtes évactions.

*Doç. Dr. Burcu Özgüven
Enseignant à l'Université de Beykent



Le plus jeune patron dans les médias turcs

**HABER
TURK**

Melih Meriç

Dans les locaux de la chaîne de télévision Habertürk dont il est le directeur général des programmes, nous avons réalisé une interview de Melih Meriç, brillant journaliste, qui marque de son sceau les informations les plus importantes constituant l'actualité en Turquie.

En tant que journaliste, comment inter-prétez-vous les relations entre la Turquie et la France ?

Depuis un certain temps, la France se transforme en un pays de plus en plus antipathique, vu depuis la Turquie. On peut y distinguer plusieurs raisons. L'une de celles-ci, c'est que la France se comporte de plus en plus avec agressivité par rapport aux autres pays sur le sujet du génocide supposé que les Arméniens auraient subi. Aussi, l'adhésion éventuelle de la Turquie à l'UE est-elle la source d'une grande réaction chez les Français. Ils en sont mécontents. À chaque occasion, nous captions ces signaux. Mon point de vue n'est pas différent de ce qui est généralement dit et je n'approuve ni ce comportement ni ce qui en résulte. Les Français font preuve d'une résistance non seulement vis-à-vis

des Turcs mais aussi vis-à-vis de la mondialisation d'une manière générale. Il en est de même au sujet de l'élargissement de l'UE. Et c'est pourquoi les relations entre la France et la Turquie ne présentent pas d'amélioration générale au sein de l'opinion publique. Nous avons une attitude positive vis-à-vis de l'intégration avec le reste du monde, même sans être soutenus de tous les points de vue ; mais nous en assumons toutes les difficultés pour nous préparer devant la concurrence. Or la France, bien au contraire, se renferme sur elle-même. Ceci étant un désavantage pour la France. Donc, ce refroidissement de nos relations se résume à une défaillance de la France. Un deuxième point important, c'est qu'à la base de la vie administrative et politique de la Turquie, à la source de la vie intellectuelle de notre pays, on observe toujours l'influence de la France. Dans le passé, l'impact des penseurs français a été très grand. La connaissance de la langue française a toujours eu une grande importance en Turquie. Ceux que nous qualifions comme appartenant à la haute société connaissent toujours cette langue et en font usage. Mais cet élément français attire de plus en plus

les antipathies. À mon avis, leurs Français doivent y réfléchir et réviser les positions. Désormais, on parle d'une Turquie capable de réaliser son intégration, de modifier ses politiques – qu'on croyait inébranlables jusqu'à aujourd'hui – d'une Turquie qui change de peau. C'est un marché plus que considérable et bien dynamique ; nous voulons le partager avec des étrangers capables d'être nos partenaires. Les diasporas dans le monde entier sont des fléaux pour leurs nations. Comme le disent aujourd'hui nos amis arméniens, le même fléau frappe aujourd'hui l'Arménie. Un bon nombre de difficultés forment l'ordre du jour en Arménie. Vivre avec le peuple

Demain ou après-demain, les hommes politiques qui seraient favorables à l'UE peuvent se trouver au centre d'une zone d'antipathie.

et souffrir en même temps que lui dans le pays est une chose et vivre agréablement à Paris ou ailleurs, c'en est une autre. Vous habiteriez Paris et vous inciteriez le peuple arménien à entrer en conflit ici, avec les Turcs qui sont leurs voisins ? Le peuple arménien veut avoir de bonnes relations avec nous. Ces prétendus responsables auraient une approche différente du problème s'ils vivaient eux aussi en Arménie. Faites bien attention, l'attitude de l'Arménie est plus constructive. On peut parler de partenariat entre des hommes d'affaires. Mais la diaspora continue sa chanson à l'extérieur. Or la France devrait déjà voir clair et avoir compris la situation.

Quelles difficultés la Turquie éprouverait-elle sur le chemin de l'UE ? Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

Durant de très nombreuses années, les hommes politiques de Turquie ont bénéficié du bonus politique de l'UE. Elle était lointaine, comme un rêve. L'UE était la promesse d'une meilleure vie. Chaque homme politique qui a accompli son parcours sur ce chemin a eu sa part de récompense. Mais ces récompenses, à mon avis personnel, se sont tariées le jour du 17 décembre. Car désormais, vous respecterez les normes de l'UE, vous perdrez finalement un bon nombre de privilèges, que vous ne méritiez pas, dans plusieurs domaines. Vous ne pourrez pas faire perdurer les emplois illégaux. Vous paierez l'impôt sur ce que vous gagnez. Vous paierez tous les services publics que vous recevez. Donc, une toute nouvelle période commence. La situation ne s'améliorera pas dans le court terme. Dans plusieurs domaines, des gênes vont toucher une partie de la société. Désormais, nous entrons dans une période où il faudra payer. À côté de tout cela, il faut veiller à la capacité d'expansion. Il va falloir prendre des décisions délicates et difficiles que le public ne pourra pas accepter facilement sur certains sujets comme le problème de Chypre. Finalement, le peuple peut en avoir assez. Il faut bien faire attention à tout cela. Suivant ce que j'ai pu observer en Turquie durant ces derniers temps, la proportion de ceux qui étaient favorables à l'UE dans le pays a chuté de quatre-vingts pour cent à soixante-cinq. Pourquoi le peuple était-il heureux le jour du 17 décembre ? Pour avoir obtenu la promesse d'une adhésion au bout de quinze ans ? Personne n'éprouve de bonheur pour une chose qui ne se réalisera que dans quinze ans. Ils ont cru que plusieurs changements auraient lieu rapidement. Les hommes politiques avaient manipulé la situation dans ce sens. Ils ont monnayé les espérances. Demain ou après-demain, les hommes politiques qui seraient favorables à l'UE peuvent se trouver au centre d'une zone d'antipathie.

mais, vous respecterez les normes de l'UE, vous perdrez finalement un bon nombre de privilèges, que vous ne méritiez pas, dans plusieurs domaines. Vous ne pourrez pas faire perdurer les emplois illégaux. Vous paierez l'impôt sur ce que vous gagnez. Vous paierez tous les services publics que vous recevez. Donc, une toute nouvelle période commence. La situation ne s'améliorera pas dans le court terme. Dans plusieurs domaines, des gênes vont toucher une partie de la société. Désormais, nous entrons dans une période où il faudra payer. À côté de tout cela, il faut veiller à la capacité d'expansion. Il va falloir prendre des décisions délicates et difficiles que le public ne pourra pas accepter facilement sur certains sujets comme le problème de Chypre. Finalement, le peuple peut en avoir assez. Il faut bien faire attention à tout cela. Suivant ce que j'ai pu observer en Turquie durant ces derniers temps, la proportion de ceux qui étaient favorables à l'UE dans le pays a chuté de quatre-vingts pour cent à soixante-cinq. Pourquoi le peuple était-il heureux le jour du 17 décembre ? Pour avoir obtenu la promesse d'une adhésion au bout de quinze ans ? Personne n'éprouve de bonheur pour une chose qui ne se réalisera que dans quinze ans. Ils ont cru que plusieurs changements auraient lieu rapidement. Les hommes politiques avaient manipulé la situation dans ce sens. Ils ont monnayé les espérances. Demain ou après-demain, les hommes politiques qui seraient favorables à l'UE peuvent se trouver au centre d'une zone d'antipathie.

Quelle est, d'une manière générale, la situation écono-

mique et politique qui règne en Turquie ?

Il fallait accélérer sur le chemin de l'UE, suivre le programme de compatibilité avec les marchés mondiaux dont Kemal Derviş avait établi les lignes principales, il fallait assurer l'élargissement des libertés, il fallait éviter les discussions inutiles sur la laïcité. Un consensus avait été établi sur ces sujets et l'AKP a respecté ses engagements. Tout cela s'est fait pour le bien du pays et la Turquie a passé cette période de trois ans et demi dans le calme. L'AKP s'était rendu compte du prix que le parti dont il est issu avait dû payer pour s'être rebellé avec le monde. Ceux de l'AKP ont été plus prudents. Mais cette période s'achève assez tristement. Car les solutions pour lesquelles s'étaient établis les consensus généraux sont maintenant rares. Par exemple, sur le point où l'on est avec l'UE, tout le monde apporte une réponse différente. Ceux qui étaient d'accord jusqu'au 17 décembre sur ce qu'il fallait faire durant les négociations ont tous maintenant un point de vue différent. Des solutions communes ne sont plus proposées. Ce qui est encore plus intéressant, avec le terrorisme qui s'est de nouveau ressuscité, c'est que les divergences d'opinion sur les libertés se sont davantage nuancées. C'est là la réalité de la Turquie. Si des points de vue différents s'imposent désormais, des coalitions deviennent inévitables. C'est-à-dire qu'arrive une période des coalitions aussi pour le peuple. Je ne peux pas savoir ce qui surgira des élections comme résultat. Mais il me paraît naturel qu'une telle structure y soit constituée. Une seule et unique réalité n'est plus le cas. C'est la raison pour laquelle tout devient encore plus difficile.

En dernier lieu, que pouvez-vous nous dire sur l'image de la Turquie en Europe ?

Notre image n'est pas bonne. Mais le problème réside en nous-mêmes. Si vous ne vous mettez pas dans les normes, le fait d'avoir une image favorable ne sert à rien. En premier lieu, nous devons nous mettre dans les normes. « Pas de problème d'embouteillage dans la circulation, la ville est gérée à la perfection, on n'est jamais sanctionné pour ses pensées, on peut publier ce que l'on veut et RTÜK/CSRT ne s'y oppose pas. » De telles choses sont-elles possibles ? Faudra-t-il dire toujours des mensonges ? Malgré tout, la Turquie est sur la bonne voie et elle progresse. Nous allons nous efforcer de nous mettre dans les normes. C'est alors que notre image sera améliorée.

Propos recueillis par Bilge Demirkazan, journaliste

Deux nouveaux mots à retenir : « ALT » et « HUB »

(Suite de la page 1)

l'abrégeons d'ailleurs en ALT. Une fois ce numéro imprimé et distribué, notre équipe partira en vacances comme tout le monde. Un repos bien mérité car l'année écoulée n'a pas été facile, mais toute l'équipe a su donner le meilleur d'elle-même pour que le journal puisse continuer. En tant que directeur de la publication, je tiens sincèrement à les en remercier tous. En regardant le journal, ce qui me réjouit le plus, c'est que je ne vois que des progrès. Nous avons doublé le nombre de pages, et le nombre de personnalités collaborant à notre journal est en forte augmentation, ce qui ne fait qu'améliorer la qualité de son contenu. Enfin, le journal commence à trouver un lectorat fidèle qui lui apporte tout son soutien grâce notamment à de très nombreux abonnements et insertions publicitaires. Je les remercie également et leur assure que nous allons tout mettre en œuvre pour que l'unique journal francophone de Turquie puisse continuer et se développer. À notre retour, nous serons prêts à suivre une actualité qui promet d'être très chargée, aussi bien en France qu'en Turquie, en raison d'une année électorale qui s'annonce dans les deux pays,

sans oublier bien sûr l'actualité mondiale. Vous pouvez compter sur nous. Maintenant je voudrais vous laisser à la lecture de ce numéro très intéressant en particulier les interviews réalisées par notre rédactrice en chef, Mireille Sadège, du sénateur Jacques Blanc et de M. Yves-Marie Laouënan, le président de la Chambre de commerce française en Turquie. Avec aussi l'entretien que m'a accordé M. Hansjörg Kretschmer, le représentant, depuis août 2002, de la Commission européenne en Turquie, vous pourrez faire un tour d'horizon des différents aspects actuels de la Turquie : économique et politique. Enfin, vous lirez les explications que Son Excellence Ender Arat a données à Bilge Demirkazan, notre coordinatrice de la rédaction, à propos des nouvelles routes de l'énergie passant par la Turquie, qui devient un « hub » en matière de distribution du gaz et du pétrole vers l'Europe. Passez de très bonnes vacances, nous nous retrouverons début septembre avec le numéro 17 de « ALT ».

**Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif Enseignant à l'Université de Beykent Docteur de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris III*



La politique énergétique de la Turquie



*Ender Arat

À l'heure où règne une forte inquiétude internationale concernant l'approvisionnement, le prix et le choix de nouvelles sources d'énergie, quelles sont les positions de la Turquie sur ces questions ? Son Excellence Ender ARAT, Ambassadeur, Sous-Secrétaire d'État adjoint chargé des affaires économiques et culturelles nous explique la situation en Turquie.

Le pétrole

L'inauguration de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan aura lieu le 13 juillet au cours d'une grande cérémonie. C'est une réalisation importante non seulement pour la Turquie mais aussi pour l'Union européenne, qui essaie de diversifier ses sources d'énergie. Cela renforce l'importance de la Turquie pour l'UE concernant ce sujet. La Turquie ne possède ni gaz naturel, ni pétrole et doit importer 90 % de son pétrole et 100 % de son gaz naturel. Malgré cela, avec l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, elle est devenue un centre d'énergie. D'ailleurs, deux oléoducs achèvent jusqu'à Ceyhan le pétrole qui vient d'Irak du Nord. Aujourd'hui, ces liaisons ne fonctionnent pas correctement à cause du désordre en Irak, mais le pétrole azéri arrive pour la première fois jusqu'à la Méditerranée grâce à ce projet dont on a commencé à parler en 1992 et dont le contrat a été signé en 1998. C'est une liaison de 1770 km qui a coûté 3,2 milliards de dollars et qui passe par l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. La partie de cet oléoduc passant par la Turquie mesure 1070 km. Le 27 mai, du pétrole venu de Bakou a été chargé sur un navire. Et ce premier pétrole azéri est arrivé en Italie. Nous considérons ce succès non pas comme une fin, mais comme un point de départ ; après celui-ci, il est question d'un oléoduc Samsun-Ceyhan. Car il faut cesser d'utiliser

les détroits comme des oléoducs, les risques sont trop grands et les compagnies pétrolières l'ont bien compris. Différents projets ont été envisagés, l'un d'eux est celui d'un oléoduc Samsun-Ceyhan. L'avantage de celui-ci est d'être situé entièrement dans un seul pays, la Turquie, qui a de l'expérience grâce à l'oléoduc Bakou-Ceyhan. De plus, deux tiers de cet oléoduc suivront la ligne Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

Comme vous le savez, les écologistes sont sensibles aux oléoducs de ce genre. Or, sur ce parcours, il n'existe aucun site protégé ou sensible aux problèmes écologiques. Le fait qu'il passe sur un terrain nationalisé sera aussi un avantage sur les autres projets. En effet, un oléoduc qui passerait par la région égéenne risquerait de déclencher des problèmes écologiques. Et, encore plus important, il n'y a que les petits tankers qui peuvent circuler en mer Egée. Alors que tous les pétroliers, même les plus gros, peuvent aborder à Ceyhan. Tout récemment, la semaine dernière, le gouvernement a approuvé le projet et le président de la République l'a signé. L'étude de faisabilité sera réalisée par le Groupe Çalık. Ce projet est également important quant à son financement, déjà assuré par les Japonais.

Il est prévu d'achever cet oléoduc en deux ou trois ans. Comme c'est une petite ligne, elle sera terminée rapidement et nous pensons commencer sa construction dès l'année prochaine. Le coût estimatif des travaux se situe aux environs de 1,5 milliards de dollars. Lorsque la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan a été décidée, le baril de pétrole coûtait 9,5 dollars. Son étude de faisabilité a été calculée avec un baril de pétrole à 20 dollars. Aujourd'hui, il est à plus de 70 et il est possible qu'il monte aux alentours de 100 dollars si des problèmes apparaissent dans les pays pétroliers. Toutefois, il n'est pas possible qu'il descende en dessous de 50 dollars. Pour cette raison, les oléoducs sont de grands investissements, calculés sur le long terme. Les Japonais peuvent tous les financer.

L'étude de faisabilité est réalisée uniquement par la Turquie. Pour l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, 12 sociétés avaient fondé un consortium. Maintenant, le Groupe Çalık et le gouvernement turc souhaitent que plusieurs sociétés pétrolières participent à l'oléoduc Samsun-Ceyhan.

Le gaz naturel

La Turquie est devenue un terminal d'énergie concernant le gaz naturel. Il n'y a absolument pas de gaz naturel en Turquie. L'année dernière, pour la première fois dans le monde, un gazoduc a été construit sous 1800 mètres avec un travail collectif turc, russe et italien et le flot de gaz est arrivé en Turquie. Actuellement nous avons des

liaisons avec l'Iran dont le gaz arrive en Turquie. Nous connaissons des problèmes de prix avec ce pays, mais les négociations continuent. Cependant, le gaz naturel arrive. En septembre prochain, seront achevés les 35 derniers kilomètres du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum. Autrement dit, à la fin de cette année, la Turquie recevra du gaz naturel par trois sources. Nous sommes arrivés à un accord avec l'Égypte pour diversifier nos sources et créer une voie d'énergie en direction de l'Europe. Le gazoduc égyptien de gaz naturel arrivera à Kilis l'année prochaine et sera raccordé au réseau turc. Nous voulons transporter ce gaz naturel en Europe par deux voies. L'une d'elles est le projet Nabuko, réunissant cinq pays : l'Autriche, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Turquie. Cette liaison devrait être opérationnelle en 2010. Deuxièmement, le gazoduc Grèce-Italie devrait être achevé l'année prochaine. De cette façon, l'Europe aura diversifié ses sources d'énergie et ne sera plus dépendante d'une seule source.

Les capacités des oléoducs

La capacité de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan est de 50 millions de tonnes par an, soit un million de barils par jour. Dans des situations exceptionnelles, sa capacité peut être augmentée de 5 à 10 % en augmentant la fluidité du pétrole. La capacité de notre oléoduc Kirkouk-Ceyhan est de 71 millions de tonnes, pouvant être montée, notamment en cas de guerre, à 85 millions de tonnes. On pense que la capacité de l'oléoduc Samsun-Ceyhan sera de 60-70 millions de tonnes.

L'énergie nucléaire

La Turquie pense à l'énergie nucléaire pour diversifier sa production d'énergie car on risque d'avoir vite besoin de nouvelles sources d'énergie. Les énergies éolienne et solaire n'ont pas la capacité de satisfaire les besoins du pays. En France, 78 % de l'électricité sont d'origine nucléaire et de nouveaux projets de centrales nucléaires sont à l'étude ou en cours de réalisation. L'Allemagne et la France construisent actuellement la cinquième centrale nucléaire de Finlande, pays prospère connu pour son attachement aux ques-



tions d'environnement. De même, la construction d'une centrale nucléaire a aussi été acceptée en Suède. Dans le monde, 441 centrales nucléaires sont en service, mais il n'y en a aucune en Turquie. En Chine, 50 centrales sont en cours de réalisation. L'Italie, après avoir interdit la construction de centrales nucléaires, s'apprête à revenir sur sa décision. La Turquie a pris la décision de se doter d'une production nucléaire d'électricité et les études de faisabilité commenceront en 2007. Le site est retenu, ce sera Sinop, et il y aura un ou trois réacteurs. Depuis longtemps, la Turquie possédait un centre de recherche nucléaire et du personnel qualifié, elle va désormais entrer dans la phase industrielle. Le gouvernement prévoit de confier les chantiers de construction au secteur privé.

Grâce à la Turquie, l'Europe aura diversifié ses sources d'énergie et ne sera plus dépendante d'une seule source.

A lire dans le prochain numéro

M. İlhan KESİCİ, ancien député d'ANAP et ministre délégué au Plan, présentera des analyses très intéressantes sur l'Union européenne.



TÜRK-FRANSIZ TİCARET DERNEĞİ
CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE EN TURQUIE

Une Association d'entreprises au service des entreprises depuis 1885 dont la mission est de contribuer au développement des relations économiques et commerciales franco-turques

Animation de la communauté d'affaires franco-turque
Appui aux entreprises sur les marchés turcs et français
Appui logistique

Une équipe biculturelle, binationale et bilingue à votre service.

Plus de 400 entreprises, impliquées dans tous les secteurs de l'économie turque, nous font déjà confiance.

Rejoignez-les / Rejoignez-nous !
Bénéficier des nombreux avantages et services mis à votre disposition
Et apporter votre contribution, votre expérience et votre réseau d'affaires pour faire vivre et prospérer ce réseau exceptionnel

"Le caractère d'appui de la Chambre de Commerce Française en Turquie comme un autre facteur économique à la réussite d'une mission en Turquie". P. E. G. Paris
"Le caractère d'appui de la Chambre de Commerce Française en Turquie par des personnes compétentes, compétentes et dynamiques efficaces". G. L. Rouen

Türk-Fransız Ticaret Derneği
Chambre de Commerce Française en Turquie
18888 Cad. No:8
Taksim 34420 İstanbul
Tel: 00 252 251 00 07
Fax: 00 252 252 50 76
Web: www.ccftr.com
E-mail: ccftr@suponline.com



Que s'est-il passé dans l'économie au mois de mai ?



*Selda Atik

Les fluctuations, que l'on constate dans le marché turc ainsi que dans d'autres marchés similaires en voie de développement depuis le début de mai étaient un événement aussi inévitable et ordinaire que le positionnement de la Turquie dans une zone de faille. Vu la peur due aux effets sérieux de crises récentes, la presse turque a donné et continue toujours à donner une place importante à ce sujet... Le point le plus important que l'on peut exprimer, est que l'économie turque préserve sa stabilité par rapport à l'année 2001. Mais, ladite économie n'est pas parvenue facilement à cette stabilité. Avant d'aborder les raisons de ces turbulences, je veux souligner que ce tournant que nous sommes en train de vivre doit être considéré comme une occasion d'identifier les risques auxquels l'économie turque devra faire face maintenant et dans l'avenir.

Cette fois-ci, l'origine des évolutions n'est pas limitée seulement par des facteurs internes. Les déficits courants et budgétaires élevés des États-Unis influencent négativement la confiance envers le dollar ; les intérêts de la FED donnent des signaux d'augmentation et celle-ci devrait se poursuivre. Un autre facteur est l'augmentation permanente des prix de l'énergie et principalement du pétrole sur le plan mondial. Au sujet des prix qui augmentent, on voit s'emballer la demande des pays géants tels que la Chine et l'Inde. Du côté de l'offre, on constate une situation d'attente, au prétexte que la capacité de production serait limitée et que la demande ne pourrait pas être

satisfaite à cause de raisons géopolitiques. À part ceci, ce qui est le plus important est l'aspect invisible de l'augmentation des prix du pétrole ; le « facteur spéculatif ». De nos jours, le facteur spéculatif joue le rôle le plus dramatique qu'il ait jamais eu jusqu'à maintenant sur les prix du pétrole. Lord Brown, PDG de British Petroleum (BP), exprime à propos de ce sujet que les opérations financières effectuées dans le domaine pétrolier ont été décuplées dans les cinq dernières années et que ces activités sont conduites partiellement par des fonds appelés « Fonds de Hedge ». D'autre part, il dit que plusieurs investisseurs regardent les augmentations des prix du pétrole dans le long terme et qu'ils agissent en pensant que ces augmentations se réaliseront dans un seul sens (celui de l'augmentation). On sait qu'il existe une marge spéculative d'environ 15 dollars dans le prix d'un baril de pétrole. Selon les informations parues dans la presse turque ces derniers jours, les Fonds de Hedge seraient actifs également en Turquie. Le but des explications est de démontrer que l'augmentation du prix du pétrole n'est pas simplement le résultat d'une augmentation de la demande, mais aussi de montrer dans quelle mesure les investisseurs spéculatifs géants que l'on appelle aussi des « acteurs du marché » peuvent influencer sur les marchés mondiaux au moyen des flux d'argent liquide.

Alors, comment cette situation influence-t-elle les marchés en voie de développement, autrement dit les pays tels que la Turquie ? Actuellement, l'indicateur le plus important, suivi attentivement par les acteurs du marché, est l'activité de l'économie des États-Unis et les manœuvres pratiquées par la FED sur les taux d'intérêt. Les investis-

seurs étrangers suivent, d'une part, les évolutions ayant lieu aux États-Unis et cherchent, d'autre part, de quels marchés ils peuvent obtenir un revenu au-dessus de la moyenne. Cette situation rend encore plus critique l'équilibre « instable » dans lequel nous nous trouvons. La Turquie a commencé à s'intégrer aux marchés mondiaux avec la libéralisation des mouvements de capital vers la fin des années 1980, et ce processus s'est accéléré de plus en plus après l'année 2001. Puisque la Turquie est un pays ayant des marchés financiers qui n'ont pas de profondeur et qui ne sont pas encore habitués à ce genre d'investissements spéculatifs, le fait qu'elle soit très ouverte à la mobilité des acteurs du marché présente un risque considérable. Par contre, puisque l'argent liquide peut satisfaire rapidement le financement urgent nécessité par l'économie, tous les marchés en voie de développement (sauf les exemples de la Malaisie et du Chili) sont ouverts à ce genre de fonds.

Malgré l'équilibre stable qu'elle présentait ces dernières années, l'économie turque est une économie dynamique continuant à présenter des points sensibles. Parmi ceux-ci, les données de l'économie clandestine, le haut pourcentage du chômage, le fait que le cours de la livre turque augmente la pression sur les exportations à cause de sa surévaluation malgré les cours libres, la continuation de la dépendance des exportations de celle des importations, l'augmentation rapide du déficit courant, l'intérêt réel assez bas et la vive pression que la consommation intérieure exerce sur l'objectif d'inflation occupent les premières positions. De plus, l'attaque à la Cour suprême ayant eu lieu au mois de mai et

les tensions politiques ayant accentué les doutes des investisseurs étrangers suivant de près ces évolutions, des fuites rappelant celles de l'année 2001 mais d'une envergure plus limitée ont commencé. Notons également que l'augmentation des intérêts sur les marchés développés, et principalement celui des États-Unis, oriente les investisseurs vers ces marchés plus sûrs.

Ce qu'il faut faire maintenant, c'est conserver son sang-froid politique (d'ailleurs, le facteur le plus important influençant les structures économiques en Turquie a toujours été les perturbations politiques) et prendre certaines mesures en utilisant également les avantages d'être un pays ayant une structure économique beaucoup plus solide que dans le passé. Parmi ces mesures, discipliner les politiques budgétaires et monétaires, être plus attentif et prudent envers l'argent liquide, abandonner cette attitude de détente adoptée ces derniers temps au sujet des réformes structurelles, reprendre de la vitesse et conserver le rôle régulateur de la Banque Centrale sont les plus importantes. Le tableau n'est pas pessimiste. Cependant, puisque la hausse des cours éliminera la surévaluation de la livre turque, cette situation peut être favorable pour les exportateurs et amener à moyen terme une diminution du déficit courant. Par contre, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'un effet tout à fait contraire peut se produire sur le déficit courant à court terme et que la perte de valeur de la livre turque ainsi que la pression sur les prix du pétrole et de l'énergie peuvent faire aller l'inflation au-delà des objectifs prévus.

* Dr. Selda Atik, Chercheur à l'Université de Hacettepe, École supérieure de Sciences Sociales

L'industrie de la tannerie en Turquie



*Eda Bozköylü

L'industrie de la tannerie, constituant une des plus importantes industries exportatrices de la Turquie, élargit ses objectifs dans l'économie turque et mondiale par les percées effectuées ces derniers temps.

Étant un des secteurs les mieux organisés de l'époque ottomane grâce à la tradition héritée des Seljukides, la tannerie a accéléré son évolution, surtout lors de la vague de libéralisation ayant eu lieu dans les années 1950, et elle a atteint les années 1980 avec la même vitesse. La vraie explosion dans le secteur a été vécue à la fin des années 1980 avec l'effondrement de l'Union soviétique et l'adoption de l'économie de marché par les pays de l'Europe de l'Est.

Et la crise

En 1998, l'industrie des peaux, et plus particulièrement celle de la confection en cuir, a reçu le coup que tous craignaient. Une crise économique s'était déclenchée en



Asie et en Russie et les Russes, qui constituaient la majeure partie des acheteurs sur le marché turc, ont commencé à se retirer un par un de Turquie. Avec cette crise, les commandes existantes des

sociétés furent annulées et les futures complètement arrêtées. Le stock d'articles non vendus représentait un montant énorme qui était d'environ 1,5 milliard de dollars. Alors que 89 entreprises établies à Tuzla, la plus grande zone industrielle de tanneries fermaient leurs portes, au moins 3 500 ouvriers perdaient leur poste. Autrement dit, la Turquie et son industrie de la tannerie ont payé très cher le fait de dépendre d'un seul marché concernant l'exportation des articles en cuir. Voilà ce qu'était le panorama général de l'année 1999...

L'industrie du cuir se ressaisit

Cette industrie a retrouvé une accélération positive de ses exportations à partir de la première moitié de l'année 2001, malgré la situation négative et les incertitudes vécues. Grâce à l'augmentation de la demande pour le cuir et les articles en cuir dans le monde à partir de l'année 2000 et au fait que le cuir soit revenu à la mode en 2001, la Turquie a commencé à vivre une période de redressement en profitant de son expérience dans les domaines de la production et de l'exportation.

Dans l'industrie de la confection de cuir en Turquie, un millier de sociétés fabriquent 9 840 000 articles, exportés pour 95 % d'entre eux. Une grande partie de ces entreprises sont des PME-PMI (KOB). Au point de vue de la capacité de traitement du cuir, la Turquie occupe le deuxième rang sur le plan mondial après l'Italie, et elle a la capacité de traiter 75 % des cuirs

provenant des moutons.

Plus de la moitié (55 %) des exportations réalisées par l'industrie de la tannerie turque, qui a une grande part de marché dans le commerce mondial du cuir, sont constituées par des articles de confection en cuir. C'est la reconnaissance de la qualité de cette production, qui suit de très près les développements de la mode mondiale, L'industrie de la chaussure, deuxième du monde derrière l'Italie, a augmenté ses exportations de 1,5 % au cours des six premiers mois de l'année 2001. L'industrie en question s'est orientée en grande partie vers les pays voisins, en augmentant le nombre de ses bureaux et magasins à l'étranger.

Une évaluation générale

Parmi les problèmes soufferts par l'industrie de traitement du cuir, l'essentiel est d'ordre qualitatif. En effet, la production d'articles « de qualité » est souvent défectueuse. Ce n'est pas en traitant des cuirs de « basse » ou de « médiocre » qualité que l'industrie de la tannerie turque trouvera la possibilité de dépasser ses adversaires. Surtout les pays d'Extrême-Orient, tels que le Pakistan, le Bangladesh, la Thaïlande ou la Chine où la main-d'œuvre ne coûte pas cher, qui peuvent fournir sur le marché mondial de grandes quantités de cuirs et d'articles en cuir de « basse » ou de « médiocre » qualité. Quant à la Turquie, sa force de compétition doit consister en une ligne que l'on peut définir ainsi :

« produire de la qualité, mais moins chère que les articles européens. »

Une autre question importante est le niveau de rentabilité. Malgré la rapide évolution témoignée dans certains domaines ces dernières années, la technologie et la formation restent insuffisantes ainsi que le manque d'harmonie dans les relations entre employeurs et employés constituent les raisons majeures de la faible rentabilité des productions.

Dans la compétition avec la Chine, l'Inde et le Pakistan où l'économie est basée sur la fabrication en série et standard à de faibles coûts, le plus important atout de l'industrie turque du cuir est la « production rapide et à la demande de petites séries, de gammes "boutique" ». La mise en place de structures pouvant assurer une production de ce type et étant concurrentielles paraît assez difficile, surtout dans le domaine de la fourrure, forcément chère et attaquée par les mouvements écologistes.

Aujourd'hui, la quasi-totalité de la production est exportée et les ventes réalisées dans le pays sont principalement destinées aux touristes. Les ventes réelles sur marché intérieur restent à un niveau négligeable.

* Chercheur



Les PME françaises et leur vision du marché turc

Le 16 mai 2006, l'Office de tourisme de Turquie a organisé une conférence de presse sur le thème « Industrie, entreprises, congrès et séminaires en Turquie ». De nombreux intervenants sont venus confirmer le dynamisme, la capacité et les opportunités que présente l'économie turque. M. Ahmet Ecmel Yorganci, conseiller du comité de direction de CPS AG, société de conseil en affaires publiques européennes et stratégie d'entreprise, a présenté une étude très intéressante dont nous vous rapportons les principaux points.

Quatre phases régulent les réflexes des investisseurs et des opérateurs économiques étrangers sur le marché d'un pays candidat. Durant la première phase, appelée « spéculative », les structures économiques, financières et politiques du pays en question sont jugées trop fragiles et la démarche est considérée comme risquée. Aussi, seules les grandes multinationales – afin d'asseoir leur position dominante future – se risquent sur ces marchés, mais les PME ne s'y aventurent pas. Une fois que la candidature est transformée en lancement du processus d'adhésion et que les négociations commencent, on trouve la phase de « prise de conscience euphorique » et, bien que l'issue des négociations soit incertaine, les entreprises et capitaux étrangers montrent de plus en plus d'intérêt pour ce pays. Les premiers investissements

directs étrangers sont consacrés surtout à l'acquisition d'entreprises existantes. On ne crée pas de nouveaux emplois, mais on acquiert ce qu'il y a pour mieux en profiter, mieux les gérer et les optimiser. Pendant cette période, on voit de plus en plus de PME commencer à opérer sur ces marchés. Dans la phase de « maturation », la finalisation des négociations s'approche. Le pays futur adhère à déjà assaini ses finances et adopté et mis en œuvre les critères d'une économie de marché compétitive. Les opérateurs sont déjà nombreux, la concurrence est de plus en plus acharnée et les opérateurs locaux s'adaptent aux règles du jeu et deviennent également des concurrents pour les entreprises étrangères. La dernière phase, celle de « consolidation » commence lorsque l'accession au stade d'État membre est assurée. Les opérateurs économiques étrangers peuvent alors en profiter pleinement mais cette période est limitée aux quatre ou cinq années qui suivent l'adhésion. Pour les entreprises françaises, la difficulté à percevoir le marché turc se caractérise par le fait que, sur le plan politique, le réflexe de l'entrepreneur français est souvent de considérer la Turquie encore dans la phase spéculative, donc comme un marché risqué ou méconnu. Or, la réalité économique et industrielle et la compétitivité de l'industrie placeraient la Turquie davantage dans la phase trois de maturation, surtout grâce à la mise en œuvre depuis 1996 de l'union douanière qui a imposé à la Turquie la réglementation de 75 à 80 % du marché intérieur, ce qui représente également des garanties supplémentaires pour les opérateurs économiques. Il y a ainsi une ambiguïté chez les opérateurs économiques français, surtout les PME françaises, dans leur vision du marché turc. Tous les paramètres indiquent que la Turquie est occupée à se forger un rôle de plate-forme économique régionale non seulement avec ses 70 millions de consommateurs (dont 55 millions

ont moins de trente ans), mais également grâce à l'interaction croissante avec les marchés des pays voisins de l'Europe du Sud-Est, de la Russie, de l'Ukraine, de l'Asie centrale, du Moyen-Orient ou du bassin méditerranéen. Ce qui positionne la Turquie non seulement comme un grand marché, mais également comme une possible plate-forme et un pont pour beaucoup d'entreprises françaises qui n'osent pas ou qui n'ont pas les moyens d'accéder directement à ces marchés. Donc, le processus d'adhésion à l'UE constitue un facteur de stabilité et de garantie pour tous les opérateurs économiques étrangers quelle que soit son issue finale.

Par ailleurs, il ne faut pas considérer la Turquie uniquement comme un pays d'investissements étrangers mais également comme une source d'investissements vers l'étranger, non seulement dans les pays d'Asie centrale et de la Méditerranée mais aussi en France et en Europe. Pourquoi ? Parce que contrairement aux pays d'Europe centrale et orientale, la Turquie a déjà un tissu économique et industriel très important. Il existe une manne de liquidités turques que les opérateurs turcs doivent réinvestir quelque part et ce réinvestissement se réoriente actuellement vers l'achat de marque ou l'importation de nouvelles technologies. C'est pour cette raison que, fin 2005, les investissements turcs à l'étranger équivalaient à peu près à 8 milliards de dollars et ce chiffre va probablement augmenter dans les années à venir. Concernant l'évolution des échanges bilatéraux France-Turquie, nous constatons que la croissance des exportations françaises entre 1996 et 2005 montre une évolution très irrégulière. Ceci confirme bien la méconnaissance des possibilités du marché turc de la part des entreprises françaises. En décembre 2005, exis-



Ahmet Ecmel Yorganci

taient en Turquie 12 120 sociétés à capital étranger dont 2 115 sociétés allemandes, 968 britanniques, 947 néerlandaises, 476 françaises et 433 italiennes. L'Italie, en termes de PME, essaie de faire de grandes percées sur le marché turc. Chaque année, nous recevons une ou deux délégations, composées de 600 à 700 entrepreneurs, menée par le président de la République ou le Premier ministre Italien. On voit bien que, en termes de PME, l'Italie est pour la France un concurrent assez important.

Des nouvelles mesures fiscales et réglementaires ont été adoptées en Turquie, afin d'améliorer davantage les conditions pour les entreprises françaises ou étrangères en général, avec notamment la baisse de l'impôt sur les sociétés, l'adoption de l'impôt libérateur pour les revenus des pays étrangers, etc. En conclusion, toutes les grandes entreprises installées et opérant déjà en Turquie considèrent que c'est la « Chine de l'Europe », mais largement méconnue et sous exploitée par les PME françaises en comparaison avec les PME d'Allemagne, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de l'Italie.



Kasim Zoto

Décès d'Edouard Michelin

Le co-gérant de Michelin est décédé le 26 mai, à l'âge de 42 ans, au large des côtes du Finistère. Edouard Michelin avait succédé à son propre père à la tête du groupe en 1999. Il laisse une entreprise florissante, n°1 mondiale dans son secteur d'activité qu'il aura largement contribué à étendre en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'est notamment. Cette multinationale pas comme les autres, qui a son siège social à Clermont-Ferrand, est dirigé dorénavant par M. Michel Rollier (jusqu'ici codirigeant du groupe).

La Banque Centrale

(Suite de la page 1)

au gouvernement et aux réseaux d'influence et quel rôle jouera la politique monétaire dans la politique économique générale ? » ont été posées. Plus particulièrement des questions comme : « qui sera le président de la Banque centrale et qui doit le devenir ? » ont été beaucoup débattues par tous les intéressés et beaucoup de commentaires ont été faits. Le fait que les personnes suggérées par le gouvernement ne soient pas nommées par le président de la République est devenu un sujet de polémique. On ne pouvait pas s'attendre à ce qu'une personne aux fortes convictions religieuses – donc par principe opposée aux systèmes de profit – devienne le président de la Banque centrale de la République de Turquie, pays à l'économie libérale. D'ailleurs, le gouvernement ne s'y attendait pas non plus. Le gouvernant va pouvoir dire à leur électorat : « regardez, ils ne nous laissent pas travailler ! La mauvaise santé de notre économie vient de cette mentalité rentière. » Si leur candidat avait été nommé, « ils auraient conquis une autre for-

teresse » selon leur expression. Car ce gouvernement pense qu'une institution conquise, qui était auparavant aux mains des groupes laïcs (ce qui signifie athées pour eux) est une institution sauvée. Leur guerre contre – selon leur expression – les gens de gauche et les nationalistes dans les secteurs comme l'Institut national des Statistiques, le Bureau national de Planification et le ministère de la Santé est arrivée à ses limites. Une institution comme la Banque centrale a échappé de peu à ce danger. Durmuş Yılmaz, qui a été nommé à la présidence de la Banque centrale ; est un homme inconnu du grand public. Mais lorsqu'on a vu la photo de sa femme dans les journaux, elle ne nous a paru familière. Elle ne ressemblait pas à ces femmes islamistes (fondamentalistes) de la haute société qui ne correspondent pas à la vision islamique des Turcs avec l'uniforme tête serrée que l'on voit à Istanbul, à Ankara, à Izmir. Les médias ont fait des reportages sur le village natal de Durmuş Yılmaz avec sa famille. Ni un religieux fondamentaliste, ni une personne néfaste à notre pays ne

peut venir de ce village. Les braves gens montrés dans ce village ne peuvent élever que des citoyens patriotes. Les religieux cosmopolites, qui ne nous ressemblent pas, qui ont une culture islamique étrangère, qui sont dégénérés, qui ont une culture arabe et perse mais qui ne connaissent rien à la culture et à la mentalité islamique turques sont des produits des grandes villes, des groupes et des communautés qui vendent l'islam et en font leur gagne-pain. D'ailleurs, les journalistes qui les servent n'ayant pas trouvé de sympathisants dans le public, ont laissé tranquilles Durmuş Yılmaz et sa famille. Notre vœu est que Durmuş Yılmaz ne cède pas aux pressions idéologiques qui viendront du gouvernement, qu'il n'accepte pas les politiques et les structurations de mentalité arriérée que de nombreuses institutions publiques ont subi, qu'il ne commette pas l'erreur de partager les diverses unités de la Banque centrale entre les communautés archaïques comme cela a été fait dans de nombreux ministères et institutions.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak
Professeur à l'Université de Gazi

Depuis l'an 2000...



...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche. QUALITE et RAPIDITE sont nos mots d'ordre.

- * Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- * Spécialisé turc/français et français/turc
- * Interprétation simultanée et consécutive
- * Organisation de réunions et séminaires
- * Service de guide professionnel

trio
TRADUCTION & ORGANISATION

www.trio-zeta.com

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96

Fausse polémique et jeu de dupes à Istanbul

La mairie d'Istanbul a décidé d'organiser, il y a quelques mois un appel d'offres auprès de cinq grands noms de l'architecture internationale, un jury mixte comprenant cinq architectes turcs ayant pour charge de n'en retenir que deux. À ce stade, et bien que les deux lauréats soient connus, rien ne permet de certifier à ce jour que les projets retenus – ceux de Zaha Hadid pour Kartal et de Ken Yeang à Küçükçekmece – sortiront de terre. Projets virtuels ? Il est trop tôt pour le dire, mais ce qui existe bel et bien, en revanche, pour le plus grand déshonneur de la corporation des architectes turcs et au grand dam de la mairie d'Istanbul, c'est une polémique du plus pur style rhétorique axé sur la nationalité des architectes contactés. La presse et l'ordre des architectes turcs s'indignent en effet de n'avoir trouvé aucun ressortissant turc parmi les candidats et s'offusquent ouvertement de ce qu'ils considèrent être une véritable discrimination, une insulte aux talents turcs tout à fait en mesure de contribuer au rayonnement international d'Istanbul. Le professeur Aydemir rappelle

pour sa part que le développement urbain d'Istanbul a historiquement souvent fait appel aux grands noms étrangers de l'architecture. Nous ne citerons pour le « court XX^e siècle » que les noms d'Henri Prost à qui l'unanimité attribue la silhouette de la ville, et de Pincinato. Ce concours s'inscrit selon lui dans cette tradition à laquelle s'ajoute, à note époque de forte concurrence des mégapoles les unes par rapport aux autres, un besoin non seulement de visibilité internationale mais de noms connus à l'instar des marques. Dans cette perspective, Istanbul joue effectivement le même jeu que ses concurrentes directes, Paris, Londres, Rome ou Berlin... Le professeur Pérouse s'interroge quant à lui sur la pertinence d'un tel besoin de noms ou de marques et préférerait que la politique de la ville soit plus axée sur le bien commun au quotidien. Les deux spécialistes s'accordent sur les problèmes politiques et sociaux qui expliquent par eux-mêmes les difficultés évoquées. En premier lieu, la taille de la ville a été multipliée environ par treize en l'espace de vingt ans. Le fait

que nous n'assistions pas à l'émergence de bidonvilles comme c'est souvent le cas en pareille circonstance, tend à démontrer un certain art dans la gestion de ce problème quasi insoluble. Néanmoins, les liens (trop) privilégiés entre les intérêts privés des principales corporations turques qui détiennent un patrimoine foncier non négligeable avec les hommes politiques en poste sont montrés du doigt pour leur opacité et servent souvent à expliquer et à critiquer le bien-fondé des projets retenus. La mairie d'Istanbul semble tenter de démontrer avec la création de « l'Istanbul Metropolitan Planlama ve Kent-sel Tasarım Merkezi » (IMP) qui regroupe une centaine de spécialistes, que le temps de la prévarication et du copinage est révolu. C'est en effet la première fois depuis les années 1960 qu'un projet sort uniquement des cartons des pouvoirs publics et qu'un appel d'offres est mis en place. Nul ne sait ce qu'il adviendra des projets retenus ni de la véracité de la volonté de la mairie de n'avoir que le bien public pour seule ambition. Les conclusions contradictoires que nous offrent MM. Aydemir et Pérouse,

qui rejettent tous deux l'aspect nationaliste de la polémique comme non pertinent, ne peuvent être que provisoires. Selon le premier, positif, Istanbul doit s'ouvrir et « montrer à la population de bons exemp-les ». Le second, plus circonspect, estime que la politique de décentralisation actuelle, du fait des liens qui unissent le Premier ministre et le maire d'Istanbul, de la rédaction de lois ad hoc destinées en fait à Istanbul et des intérêts privés toujours puissants dans une économie de marché ouverte sur le monde, « va aiguïser des appétits » à l'égard de cette ville détenue à 60 % par les pouvoirs publics.

*Olivier Régol, Chercheur



Église Saint-Sophie

L'avantage de Paris concernant l'attribution du marché nucléaire sera-t-il la question arménienne ?



*Aykut Küçükçaya

Associer les termes « Turquie » et « centrale nucléaire » risque fort de provoquer une catastrophe dans l'opinion publique. À une époque où le gouvernement AKP donne son feu vert pour la centrale nucléaire, les esprits s'échauffent à nouveau.

Dans les discussions sur les centrales nucléaires, le sujet concernant les « déchets » est un des plus discutés. Même si travaux concernant le sujet continuent, une solution définitive pour les déchets nucléaires n'a pas encore vu le jour. Concernant le stockage « le stockage sous la mer, le stockage sur le terrain du réacteur, l'enfouissement sous terre et le stockage dans des entrepôts spéciaux » sont les méthodes principales. Le fait que les combustibles utilisés dans la production d'énergie nucléaire possèdent des isotopes à vie longue et à haute radioactivité nécessite que les déchets provenant de ces combustibles soient stockés pendant de longues années et d'une façon contrôlée pour ne pas nuire à l'homme et à l'environnement. Les déchets radioactifs sont conservés dans des entrepôts temporaires sur terre et sous terre, après avoir été mis dans des cuves spéciales étanches en acier. Mais, pour le stockage définitif, il est indiqué que la technologie de stockage géologique (sous terre) sera utilisée dans le futur. Des travaux importants sont effectués sur ce sujet aux États-Unis et en Finlande.

Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA) et l'Agence turque de l'énergie atomique (TAEK), il existe actuellement 443 établissements nucléaires et 1100 réacteurs dans 31 pays, qui sont principalement des pays développés, et 35 réacteurs sont en cours de construction. La puissance éta-

blie de ces établissements nucléaires est de 350 825 mégawatts (MW). Les 3 pays qui possèdent le plus d'établissements nucléaires sont les États-Unis (104 réacteurs), la France (59 réacteurs) et le Japon (53 réacteurs). Dans le monde, 80 % de la production d'énergie nucléaire se fait dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD). La France obtient 75 % de sa production totale d'électricité grâce aux centrales nucléaires, la Belgique 70 %, la Suède 44 %, la Suisse et la Corée du Sud 40 %, le Japon 36 %, l'Allemagne et la Finlande 31 %, l'Espagne 27 %, la Hongrie 24 %, les États-Unis 22 %, la Grande-Bretagne 19 %, la Russie 15 %, le Canada 14 %, l'Inde 4 %.

En Turquie, les travaux d'énergie nucléaire ont débuté dans les années 1950. TAEK, qui a été constitué en 1956, a commencé ses travaux en tant qu'autorité régulatrice. L'énergie nucléaire est arrivée à l'ordre du jour au début des années 1970. La décision de construire des centrales nucléaires en Turquie est apparue pour la première fois en 1968 dans le 3^e Plan de développement quinquennal. Dans le 4^e Plan de développement quinquennal, il a été prévu de commencer la construction d'une centrale nucléaire qui devait être établie dans la ville de Akkuyu de la région de Mersin-Gülünar et, en 1977 un appel d'offres a

été lancé mais sans résultat. Finalement, le 1^{er} mars 2000, le Conseil des ministres a décidé le lancement d'un appel d'offres pour une centrale nucléaire, mais cela a

été ajourné pour une durée indéterminée le 8 avril 2000. Au début de l'année 2006, quand la Russie a réduit les vannes du gaz naturel, le manque d'énergie est arrivé encore une fois à l'ordre du jour. La dépendance de la Turquie par rapport à l'étranger en matière d'énergie s'est étalée au grand jour. Les actions politiques inappropriées commises depuis 20 ans ont fait que la Turquie est devenue dépendante à 70 % de quelques pays en matière d'énergie. Dans cette dépendance, le gaz naturel est au premier rang, avec un taux qui avoisine 40 %. Le gouvernement, qui prépare les plans de 2020, pense que les besoins en énergie de la Turquie ne peuvent être satisfaits avec les seules ressources d'énergie éolienne, solaire et géothermique. Ankara veut profiter des centrales nucléaires pour pouvoir réduire un tant soit peu sa dépendance de l'étranger. Le secteur de l'énergie prépare ses plans dans ce sens. Les écologistes pensent que le gouvernement veut profiter de la crise du gaz naturel qui a éclaté dans les premiers jours de 2006. Le gouvernement AKP déclara, au mois d'avril de cette année, que les études préliminaires étaient terminées pour l'emplacement de la centrale nucléaire à Sinop nceburun et débutait une nouvelle phase avec l'organisation d'une réunion concernant des investissements avec le secteur privé.

Alors maintenant, que va-t-il se passer ? Qui va construire la centrale nucléaire ? Quel pays jouera le rôle principal ? Les États-Unis, la Russie ? Ou

la France qui est un des atouts majeurs de l'Europe ? Juste au même moment, à Paris, une proposition de loi disant : « Dans ce pays, dire que le génocide arménien n'a pas existé est un délit » arrive à l'ordre du jour. Paris ajourne la discussion mais la proposition de loi reste, menaçant Ankara comme une « épée de Damoclès ». On se rappelle alors la période du début des négociations avec l'Union européenne. Le Premier ministre Erdoğan faisant « un geste » à Paris avec le contrat d'Airbus de 3 milliards de dollars. À ce stade la question est : « Paris utilisera-t-il cette proposition de loi arménienne comme un moyen de pression pour avoir la parole dans la construction de la centrale nucléaire ? » Nous aurons la réponse à cette question dans les jours à venir.

Pour finir, j'ai personnellement des réticences concernant la centrale nucléaire en Turquie. La meilleure justification de mes doutes se trouve dans le discours prononcé par Marcel Boiteux, ancien P-DG d'Électricité de France (EDF), qui a la plus grande part dans la réussite nucléaire de la France, et qui a obtenu le Prix mondial de l'énergie : « Dans un pays où le respect des normes n'est pas contrôlé, où la discipline industrielle n'est pas entrée dans les habitudes, où l'entretien n'est pas considéré comme important et n'intéresse pas les ingénieurs, l'énergie nucléaire est dangereuse. Le vrai problème de l'énergie nucléaire au niveau mondial est qu'elle est, à ce point de vue, un problème de société. Car il est certain que cette forme d'énergie nécessite un type de société déterminé. Une société qui ne refuse pas la discipline quand il le faut, qui laisse l'initiative et la création libres mais qui permet la réunion des actions des uns et des autres autour de projets communs... » Ai-je raison d'avoir des réticences ?... C'est à vous de décider...

*Aykut Küçükçaya, journaliste au quotidien Cumhuriyet



Ce que l'UE apportera à l'éducation en Turquie



*Ercüment Tezcan

Après le Sommet d'Hel-sinki des 9 et 10 décembre 1999, durant lequel la Turquie a obtenu le statut de pays candidat, les travaux d'harmonisation avec l'UE se sont accélérés, la Turquie a adopté le 18 mars 2001

son Programme national qui contient ses engagements dans ce cadre et les a fait connaître publiquement. Dans le Programme national, il est prévu d'accomplir des travaux à court et à long termes concernant le secteur de l'éducation. Ainsi des points comme la création d'une Agence nationale chargée des programmes de la jeunesse et de l'éducation de l'UE, la modernisation de l'éducation professionnelle et technique, l'engagement d'assurer la coordination entre l'éducation et l'enseignement professionnels et la main-d'oeuvre qualifiée que le secteur privé réclame, la participation aux programmes d'éducation de l'UE, la réalisation des travaux nécessaires pour la modernisation des écoles professionnelles supérieures, l'augmentation de la durée de la scolarité obligatoire de 9 à 12 ans sont au premier plan.

Il est clair qu'il faut faire des pas importants dans le secteur de l'éducation pour être en harmonie avec l'UE. En fait, ce point nous amène au sujet des possibilités que le processus d'intégration à l'UE puisse engendrer. À ce propos, nous de-

vons avouer honnêtement que, même si ces derniers temps elle a été traitée avec plus d'importance, l'éducation est un des domaines où, malheureusement, la Turquie est restée faible.

Mais quand on pose la question : « qu'est-ce que l'UE fait elle-même concrètement concernant l'éducation ? », la réponse donnée est loin d'être satisfaisante. Car, l'UE a un profil assez faible concernant l'éducation. La raison principale est qu'elle possède seulement des pouvoirs d'appui dans ce domaine. Aussi dans le domaine de l'éducation, on voit que les politiques nationales pèsent encore davantage. Toutefois, l'UE mène de nombreuses actions dans ce domaine notamment l'encouragement

de l'enseignement linguistique, l'échange d'enseignants et d'étudiants entre les pays membres, le développement de la collaboration entre les institutions d'éducation et d'enseignement, l'appui à l'enseignement à distance, l'accroissement du dialogue entre éducation et vie professionnelle et l'utilisation des nouvelles technologies dans l'éducation sont les principaux domaines d'action de l'UE.

Le processus d'entrée dans l'UE aura aussi des bénéfices concernant l'éducation en Turquie. Le plus grand sera sans doute

l'élévation des standards. Il s'agit de l'augmentation du taux de scolarisation, du nombre de classes, de professeurs et la diminution du nombre d'élève par classe. Comme on peut malheureusement le constater, notre pays doit encore faire face à ce problème d'élévation des standards sur les points assez élémentaires du domaine de l'éducation. Mais ce qui est important pour nous avant toute chose, c'est de pouvoir progresser rapidement grâce notamment à

l'utilisation des nouvelles technologies dans l'éducation. Les actions effectuées ces derniers temps dans ce domaine, en particulier la mise en place d'une connexion Internet dans toutes les écoles et l'entrée dans les programmes scolaires du cours de techno-

logies de l'information sont significatives. Le financement de ces vastes investissements dans le domaine de l'éducation doit être résolu avec l'augmentation de la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation mais aussi avec des crédits assurés par l'UE. Ainsi le processus d'intégration à l'UE permettra de résoudre plus facilement ce problème de financement. En dernier lieu, il ne faut pas oublier que le secteur privé est un acteur important dans le domaine de l'éducation.

D'un autre côté, le fait qu'en particulier les

étudiants turcs dans les universités aient, dans le futur, les mêmes moyens que les étudiants des pays membres de l'UE est un autre avantage du processus de l'UE. Par conséquent, la mobilité des étudiants turcs augmentera et ils auront la possibilité de faire des études et des recherches dans les diverses universités européennes.

À ce stade, il faut remarquer que les programmes Socrates et Jeunesse dirigés par l'UE seront des occasions pour les étudiants turcs dans les périodes à venir. Rappelons qu'il existe des programmes comme Comenius pour les échanges entre les écoles, Erasmus pour l'enseignement supérieur, Grundtvig pour l'éducation des adultes, Lingua pour l'enseignement des langues européennes, ainsi que Minerva pour l'enseignement ouvert et à distance et l'utilisation des technologies de l'information. En conclusion, dans le domaine de l'éducation, il y aura des évolutions assez importantes dans notre pays également et la Turquie arrivera au niveau des civilisations modernes dans un domaine extrêmement important comme celui de l'éducation. Il ne faut pas oublier que notre société actuelle est une société d'information. La clé pour rattraper les standards des sociétés d'information est l'éducation. Rappelons que l'éducation n'est pas un luxe, au contraire, c'est une obligation et il faut agir en conséquence.

*Doç. Dr. Ercüment Tezcan
Enseignant à l'Université de Galatasaray

Malheureusement la Turquie doit encore faire face à ce problème d'élévation des standards sur les points assez élémentaires du domaine de l'éducation.

"Omurtak", le représentant exclusif turc d'une des marques leader de la mode française Pierre Cardin, intente une action en justice contre le groupe Aydınli pour raison de concurrence déloyale.

Taycan Dış Ticaret ve Müessilik A.Ş, est la société représentante exclusive de la marque Pierre Cardin en Turquie depuis 1989, elle possède les droits exclusifs de représentation et d'attribution des licences de la marque Pierre Cardin, en Turquie.

Les familles OMURTAK et KAVURMACI, associées actuels, dans la société Taycan Dış Ticaret ve Müessilik A.Ş, sont en litige, la famille KAVURMACI étant

accusée de travailler secrètement avec Pierre Cardin.

En 1993, la famille Omurtak a signé un contrat de licence pour prêt-à-porter homme avec la société AYDINLI Tekstil, de la famille Kavurmaci.

En 2004, la famille Omurtak cherchant un partenaire pour Taycan Dış Ticaret ve Müessilik A.Ş, a fait un accord d'association avec un de ses licenciés : la famille Kavurmaci.

Avec la fondation de la nouvelle société, Oktay Omurtak, pour montrer sa bonne foi à ses associés, a signé un nouveau contrat de représentation exclusive avec Pierre Cardin, valable jusqu'en 2010.

Après ce contrat, les familles Omurtak et Kavurmaci ont décidé que leur société devait acheter le nom Pierre Cardin, et se sont mis d'accord avec Pierre Cardin pour lui payer 13 Millions d'Euros.

Entre l'accord et le moment de sa signature, un des membres du conseil général de Taycan Dış Ticaret ve Müessilik A.Ş, mer Faruk Kavurmaci, a acheté la marque secrètement.

Kavurmaci a acheté la marque Pierre Cardin en cachette de la famille Omur-

tak, son associé légal, et illégalement, compte tenu de son appartenance au conseil général de la société Taycan.

Ignorant tous les droits de production que Omurtak a accordé aux licenciés jusqu'en 2010, Kavurmaci a accordé de nouveaux droits de licences.

Le groupe Aydınli, ignore les contrats et les accords fait par la société créée par la famille Omurtak, bien qu'aujourd'hui il y soit associé à 50% ; est en train d'accorder des 15 nouvelles licences pour la marque Pierre Cardin.

La famille Omurtak a donc décidé d'intenter des procès au groupe Aydınli qui ignore totalement le contrat de représentation exclusive valable jusqu'en 2010, en attribuant illégalement des licences sur la marque et de fait en créant une concurrence illégale aux licenciés officiels

En quête de justice, et afin de faire valoir ses droits, la famille Omurtak a engagé des poursuites contre la famille Kavurmaci dans plusieurs tribunaux en Turquie et à l'étranger.

Les licenciés des Omurtak et la famille Omurtak, ont travaillé en harmonie pen-

dant de longues années pour faire connaître la marque Pierre Cardin et en faire un incontournable de la mode dans toute la Turquie. Leurs licences étant valides jusqu'en 2010, les licenciés sont les plus concernés par le rachat de la marque et ont tous engagé des poursuites pour faire valoir leurs droits. Dernièrement, ils ont d'ailleurs annoncé dans les journaux, afin de rassurer les consommateurs, leur décision de continuer leur production autorisée par leur licence.



Pierre Cardin, Pelin et Oktay Omurtak

Vers une nouvelle aventure européenne...



*Kemal Belgin

Le football turc, avant le championnat européen de football de 2008, ira vivre l'aventure des coupes européennes des clubs. Cela a une importance capitale par rapport aux résultats dramatiques vécus dans ces coupes depuis quelques années. Car les points accumulés par Galatasaray pour son propre compte et au nom du pays entre 1999 et 2002 ont disparu petit à petit, nos équipes ne sont plus en position de tête de série et même le champion est obligé de jouer les préliminaires.

Maintenant, au départ des coupes européennes, il y aura quatre équipes turques. Le champion Galatasaray entrera en jeu à partir du dernier tour éliminatoire. Galatasaray sera quand même la tête de série dans ce tour éliminatoire grâce aux points qu'il a accumulés les années précédentes. C'est bien sûr un avantage. Mais ce n'est pas du tout une garantie importante, mais n'oublions pas que chaque équipe de cha-

que pays peut faire de bonnes choses. Cela a l'air d'un avantage seulement au premier abord ou sur le papier. Nous faisons aussi remarquer que l'équipe de Galatasaray a besoin d'un renouvellement important de son milieu de terrain pour pouvoir entrer dans la ligue des champions...

La deuxième équipe qui vit aussi avec le rêve de la ligue des champions est Fenerbahçe... Mais Fenerbahçe est obligé de jouer deux tours préliminaires... Dans le premier, il sera tête de série. Toutefois dans le deuxième, c'est-à-dire quand son éternel rival Galatasaray sera tête de série, Fenerbahçe ne sera pas dans une telle position. Et, pour cette raison, il risque d'avoir en face de lui des équipes d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne, de France et d'Allemagne qui ont terminé leurs ligues en troisième ou quatrième position et qui vont débiter le championnat directement avec ce tour préliminaire. Cela signifie un important danger d'élimination.

Le football national turc, qui était en hibernation depuis ces quatre dernières années, doit se réveiller.

Dans les coupes européennes, l'équipe la plus chanceuse semble au premier abord être Beşiktaş. Car l'équipe au maillot noir et blanc participera à la coupe de l'UEFA au premier tour et en étant même tête de série. Cela lui offre la chance de pouvoir avoir en face d'elle une équipe faible.

Mais, comme nous en avons parlé plus haut, il est néanmoins nécessaire de rester prudent. Notre dernier représentant est l'équipe de Trabzonspor. Trabzonspor, qui sera tête de série dans le deuxième tour préliminaire, doit retenir la leçon et prendre ses précautions par rapport au résultat catastrophique de l'année dernière. L'équipe de la mer Noire qui, en nommant entraîneur le Brésilien Lazaroni a joué pour ainsi dire à un jeu de hasard, doit absolument renforcer son milieu de terrain avec un meneur de jeu.

Juste après les épreuves difficiles de ces clubs, notre équipe nationale ira vers de nouveaux horizons. Nous pourrions voir

le résultat des matchs d'essai du mois de juin qui ont pour but de voir les nouveaux joueurs placés à côté des anciens joueurs, lors des premiers matches du tournoi.

En bref, le football turc passera par des épreuves très importantes à partir de la fin du mois de juillet. Désormais, le football national, qui était pour ainsi dire en hibernation depuis ces quatre dernières années, doit se réveiller. Sinon, ni la fierté des coupes européennes que Galatasaray a gagnées, ni la gloire de la troisième place mondiale de l'équipe nationale ne pourront se conserver. Pour cette raison, les clubs doivent faire des transferts intelligents en analysant leurs équipes. Le fait que Tigana continue à Beşiktaş et Gerets à Galatasaray semble être un avantage pour ces deux équipes, alors que l'aventure Lazaroni de Trabzonspor reste un mystère comme nous en avons parlé plus haut. Et à l'heure où nous écrivons ces lignes, Fenerbahçe avait encore des incertitudes à ce sujet.

* Kemal Belgin, Journaliste et Enseignant à l'Université de Marmara

Chantal Thomass : la papesse des dessous chics



Chantal Thomass

Icône de la mode, la silhouette de Chantal Thomass est reconnaissable entre mille. Des cheveux couleur de jais, frangés et coupés au carré. Une garde-robe exclusivement noire. Reconnue par le grand public qui voit en elle la papesse des dessous chics. Fille unique d'une mère couturière et d'un père ingénieur, c'est à la fin des années 60 qu'elle lance sa première marque de prêt-à-porter. Mais ce n'est qu'en 1975 qu'elle introduit la lingerie dans ses défilés. Dans une décennie marquée par les mouvements féministes et à une époque où les dessous adoptent des coupes fonctionnelles et des matières basiques, Chantal Thomass va tout bouleverser.

Elle considère les dessous comme complémentaires des « dessus » et instaure une véritable relation entre sous-vêtements et vêtements, les assortit et les harmonise. Elle fait évoluer la lingerie et réhabilite successivement le soutien-gorge, la guêpière, le portejarretelles, le corset, les bas et inventera plus tard le collant de dentelle.

Avec elle, la lingerie sexy, juste sensuelle ou simplement jolie, retrouve son

rang d'objet de désir et fait découvrir aux femmes qu'elles peuvent être séduisantes, belles et attirantes.

En 1998, elle rejoint le groupe Sara Lee, redéveloppe sa propre griffe et ouvre une nouvelle boutique dessinée en 2004. Aujourd'hui, les créations de Chantal Thomass sont distribuées dans 18 pays et restent précurseurs d'un style glamour, ultraféminin et sexy.

Quel est le style Chantal Thomass ?

Féminin avant tout, raffiné, impertinent, original.

En quoi Chantal Thomass a-t-elle changé la lingerie féminine ?

En en faisant un accessoire de mode et un élément de garde-robe pour séduire, mais surtout pour se faire plaisir et se sentir belle pour soi-même.

Quelles sont vos sources d'inspiration, vos matières et vos couleurs préférées pour vos créations de lingerie ?

Le XVIII^e siècle pour ses corsets et ses matières raffinées, le début du XX^e siècle pour ses dentelles et ses corsets, les années 1920-1930 pour les femmes garçonnas, les années 1940-1950 pour les pin-up, les couleurs qui sont flatteuses pour la peau, le noir bien sûr, et tous les tons de rose et de rouge, du saumon au bordeaux.

Qu'est-ce que la féminité selon Chantal Thomass ?

Être en harmonie avec son physique, son mode de vie. Mettre en valeur ce que chaque femme a de bien, ses jambes, son décolleté...

Quel est le lien entre la fé-



minité et la lingerie ?

La lingerie est, avec le parfum, à même la peau et met en valeur nos différences.

Pour vous, qu'est-ce que des dessous chics ?

Des sous-vêtements de belle qualité, dans de belles matières, bien faits, qui mettent



en valeur nos formes, avec une pointe de fantaisie et nous donnent l'impression d'être une star !

Trouve-t-on les créations de Chantal Thomass en Turquie ?

Non, pas encore, mais cela viendra certainement !!

COURS DE PIANO

*Expérimentée, pédagogue
Diplômée du Conservatoire
de l'Université Mimar Sinan*

Tél: 0 542 522 93 14



Strasbourg : capitale européenne au carrefour des mondes latin et germanique

La fin du Moyen Âge et surtout le XVI^e siècle furent une période d'intense effervescence intellectuelle. Strasbourg devint l'un des grands foyers de l'humanisme et de la Réforme, dont les idées furent largement diffusées grâce aux progrès de l'imprimerie dus à Gutenberg lors de son séjour strasbourgeois. En 1681, Strasbourg fut rattachée à la France, ce qui marqua un grand changement politique, mais aussi religieux et esthétique.

Septième ville de France, Strasbourg est située à la croisée des chemins, au bord du Rhin, au contact de plusieurs cultures et connaît, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un destin résolument européen. Chaque quartier, chaque édifice évoque, dans l'harmonie, le riche passé de cette cité qui, en 1988, a fêté ses 2000 ans et a été classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO.

La ville, qui mêle traditions et modernité, se découvre à pied, en bateau-mouche, en tramway... Et même à bicyclette.

La cathédrale de Strasbourg : elle se dresse sur une large place pavée comme au Moyen Âge. Elle fut édifiée entre le XI^e et le XV^e siècles ; alentour, les petites rues tortueuses et étroites, gardent encore leur cachet médiéval.

La petite France : c'est le quartier le plus évocateur du vieux Strasbourg. Jadis quartier des pêcheurs, des meuniers et des tanneurs, c'est un havre de paix au cœur de la ville. Les ruelles offrent une succession de maisons à colombages des XVI^e et XVII^e siècles, aux vastes cours intérieures, aux grands toits pentus, ouverts sur des greniers où séchaient autrefois les peaux.

Les Ponts couverts : ils se trouvent dans le prolongement du quartier de la Petite France. Ils ont gardé leur

nom malgré la disparition de leur toiture au XVIII^e siècle. Ils sont dominés par quatre tours du XIV^e siècle, vestiges des anciens remparts, garants de l'indépendance de la république strasbourgeoise.

Le barrage Vauban : à quelques mètres des Ponts couverts, se trouve le barrage Vauban. Au sommet de cette construction a été aménagée une agréable terrasse panoramique, d'où l'on embrasse d'un seul coup d'œil le tracé de la ville et celui de ses canaux.

Quartier européen : le choix de Strasbourg comme capitale européenne au lendemain du second conflit mondial n'est pas le fruit du hasard mais le symbole de la réconciliation entre les peuples, et de l'avenir de l'Europe. Le Conseil de l'Europe, la Cour européenne des Droits de l'homme et le Parlement européen font partie des nombreuses institutions internationales qui siègent à Strasbourg.



Crédits photos: Office de Tourisme de Strasbourg



La Mosquée et L'hôpital de Divriği...



*Sühendan İlal

Après un départ matinal de Sivas, nous sommes arrivés à Divriği à la fin d'un trajet de 175 kilomètres et nous nous sommes dirigés directement vers la grande mosquée de Divriği. Il était impressionnant de voir cet édifice, le premier pris

sous sa protection par l'UNESCO en Turquie. La première chose que nous avons remarquée à Divriği était les enceintes de la ville. Les anciennes résidences en bois ont attiré notre attention par la suite. La grande mosquée et l'hôpital de Divriği sont deux édifices dont la construction a débuté en l'an 1228 de notre ère sur l'ordre de Turan Melik Hatun, appartenant à la famille de Mengücekoğulları. La date d'achèvement de son minbar est 1243. Ulu Cami (la grande mosquée) et Darülsifa (l'hôpital) font partie d'un ensemble de bâtiments. La mosquée, située sur le côté nord, est ouverte à la prière. Quant à Darülsifa situé sur le côté opposé, il est ouvert aux visiteurs. La mosquée contient cinq nefs recouvertes par 25 différents types de voûtes et de coupes posées sur 16 colonnes. Elle a trois portails d'une beauté sublime. Celui utilisé comme porte d'entrée principale est de style baroque. Le portail ouest est en tissu, la porte s'ouvrant sur la loge du sultan est de style seljukide et la porte de Darülsifa, qui est la quatrième, est construite dans le style gothique. L'aigle à deux têtes, armoiries d'Alaaddin Keykubat, et l'éper-

vier se tenant sur un pied et ayant la tête baissée, celles d'Ahmet Şah, sont gravés en relief sur la face du portail ouest jouxtant le mur. La Direction des Fondations avait restauré le bâtiment dont le toit s'était effondré ; elle avait construit un toit de bois (pour alléger la structure) en saillie et l'avait recouvert de feuilles de plomb. Par malheur, cette restauration a endommagé gravement le bâtiment : les eaux de pluie tombant au sol très rapidement ont éclaboussé tous les murs et causé de graves problèmes d'humidité. Aujourd'hui, cet édifice sous la protection de l'UNESCO va être l'objet d'une nouvelle restauration. D'après l'opinion du Professeur Doğan Kuban, le bâtiment doit être premièrement placé sous une couverture transparente et le plan de restauration doit être élaboré par la suite.

Divriği est une petite bourgade, ses habitants sont très simples et fort accueillants. Par contre, il n'y existe ni restaurant ni établissement d'hébergement. Un Conseil des monuments local a été fondé ; les résidences en bois, dont la propriété ou le droit d'usage est acheté à leurs propriétaires pour une durée de 40 ans, sont

en phase de restauration. Ce projet, lancé avec enthousiasme et ces belles demeures efficacement restaurées contribueront au développement de la région au point de vue touristique, une fois achevé ce travail bien mené et contrôlé avec maîtrise. Il faut absolument que vous voyiez Divriği...

*Yrd. Doç. Dr. Sühendan İlal
Enseignant à l'Université de Beykent



La peinture est une illusion...



*Evrim Kaya

Le peintre abstrait Adem Genç, au-delà des philosophies de « forme abstraite » connues, parle au spectateur avec une nouvelle prononciation avec ses œuvres. Nous avons discuté avec Genç de la peinture abstraite,

de l'éducation artistique et de l'art...

Genç explique sa philosophie artistique ainsi : « La particularité la plus déterminante (sociale) de l'art abstrait c'est qu'il met en évidence une nouvelle fonction de réalité en abandonnant ou en mettant en arrière-plan la présentation de la réalité perceptible qui est la fonction conventionnelle de l'art. » Il ouvre pour le spectateur une fenêtre différente à chaque processus intellectuel dans ses œuvres. Genç précise que l'idée que la peinture abstraite n'est pas comprise par les masses est une affirmation erronée, que « comprendre une peinture » n'existe pas, que l'essentiel est de

« ressentir ». Ainsi, il n'y a pas de différence entre la peinture figurative et la peinture abstraite et « l'image n'est absolument pas le sens lui-même » et il ajoute : « Dans la peinture figurative, les images

reconnaissables peuvent parfois tromper le spectateur au point de vue esthétique. La peinture abstraite est une peinture qui donne la possibilité à chaque spectateur de pouvoir faire un commentaire dans la mesure de sa perception. D'une certaine façon, le spectateur est confronté à sa propre réalité devant la peinture abstraite, parallèlement à sa force d'imagination et de

pensée vers l'histoire de l'art. Pour cette raison, la théorie de la peinture abstraite refuse toute rhétorique qui ne serait que « de la littérature bon marché » ; toute sorte de lien sentimental et conventionnel peut exister entre le spectateur et l'œuvre d'art. »

Le peintre résume son point de vue en disant : « Dans la perception et l'interprétation de l'abstrait, s'il n'y a pas une synchronisation entre l'attitude de l'artiste et l'attitude du spectateur, il n'y a pas de sens non plus. » L'artiste, qui évalue ses peintures comme « la configuration de l'ordinaire », répond à notre question « qu'est-ce que la peinture ? » en di-

sant : « Il faut imaginer la peinture dans ses propres éléments plastiques. La peinture est une illusion ; elle reflète le monde ; la réalité imaginaire ou/et objective avec de la couleur, de la lumière, des formes,

avec une perspective au-delà de l'imitation. La peinture est une sorte de transformation de la réalité objective ou imaginaire ou la métamorphose plastique ; « une expression optique » ou bien une interprétation plastique transcendant la réalité au-delà de l'imitation. » L'artiste, auquel ses travaux théoriques ont valu le titre de « docteur », travaille actuellement comme universitaire à Istanbul dans

l'Université de Beykent à la faculté des beaux-arts et commente l'éducation artistique en Turquie de cette façon : « L'éducation artistique nécessite, du fait de sa nature, un changement et une transformation continus. Il faut profiter de la technologie, de l'informatique et des expériences digitales dans le sens visuel pour l'éducation artistique, à condition que cela ne soit pas un but en soi. » Genç qui remarque que l'art est une force à lui seul, fait un commentaire radical sur la relation l'art-la société : « Dans l'avenir, les pays qui ne pourront pas mettre en ordre les relations entre l'art et l'industrie du divertissement ; l'art et le folklore ; l'art et les produits de culture populaire ; l'art et l'agitation, la

propagande ou bien l'idéologie, ne seront pas créatifs ; ces pays seront condamnés à disparaître, écrasés sous la souveraineté dominante de toutes sortes de capitalisme culturel. »

*Evrim Kaya,

journaliste au quotidien Cumhuriyet



Qui est Adem Genç?

Il est né en 1944 à Rize Pazar (Ardeşen). En 1965 il a terminé ses études dans la section peinture-travail de l'Institut d'éducation Gazi à Ankara. Entre les années 1969 et 1974, il a fait des études post-universitaires en Angleterre. Après son retour au pays en 1974, Genç a obtenu un master en 1980 et un doctorat en 1983, est devenu maître de conférence en 1987 et professeur en 1992. Durant l'année 1991-1992, il a été enseignant à l'Université de Californie (CSU/Chico). En 2005, il a participé avec ses œuvres à la Biennale d'art international de Pékin en Chine. L'artiste, qui a obtenu 12 prix dans le domaine de la peinture, a organisé 28 expositions personnelles dans le pays et 4 à l'étranger. Depuis 1999, Adem Genç continue ses travaux à l'Université de Beykent à la Faculté des beaux-arts à Istanbul dont il est le doyen, et dans son atelier de Mahmutbey.



Alptamer Ulukılıç

a exposé ses peintures

« **Tavşan terbiyecisi** »

(Dresseur de lapins) à Dirimart.

du 10 au 23 juin 2006

Un bon départ avec le « Efes Pilsen One Love Festival »

La saison des festivals s'est ouverte et la cinquième édition du « Efes Pilsen One Love Festival » a rassemblé à Istanbul des noms reconnus sur les scènes nationales et internationales pour deux soirées musicales. Le 9 juin, « Kangroove », « Violent Femmes » et le groupe très populaire de ces



dernières années « Black Eyed Peas » ont fait vibrer les spectateurs avec les rythmes de funk, hip-hop et R&B. Le 10 juin, les mélomanes turcs ont eu l'occasion d'écouter « Morrissey ». Cette légende du rock a offert un excellent concert après les bonnes performances des groupes turcs « Çilekeş » et « Mor ve Ötesi ».

Le maître glacier Ali Usta

Depuis 1969, l'artisan glacier Ali Usta mérite bien d'être le glacier le plus populaire de Turquie. Son art émerveille nos sens et affole nos papilles gustatives avec plus de 60 parfums différents.

Dondurmacı Ali Usta,
Moda cad.

No: 264/ A Kadikoy/ Istanbul.

Tél: 0 216 414 18 80



Exposition photographique

La photographe canadienne Lorraine Field a exposé du 27 mai au 16 juin, au galerie Koç Allianz à Istanbul, ses photos de paysages canadiens qui font partie de la série photographique « Pétroglyphes Illuminés ». Des pièces de céramiques issues de fouilles archéologiques sont placées dans des paysages canadiens et le tout est photographié afin de faire ressortir la place de l'immigration dans l'histoire du Canada.



**DIX DOIGTS
DIX TALENTS**

PUBLICITE

PLASTIFICATION

CREATION GRAPHIQUE

IMPRESSION

WEB CREATION

WEB HOSTING

EDITION

IMPRESSION FILM

NUMERISATION

EPREUVE

WWW.EBRUGRAFIK.COM

TEL. +90 212 283 34 33

INFO@EBRUGRAFIK.COM

Emre Karayel : envoûtant et sincère

Le nom d'Emre Karayel est associé dans l'esprit de beaucoup à quelques fameuses séries télévisées. Pourtant, ce jeune acteur bouillonnant vient de jouer Othello de Shakespeare à guichets fermés dans les grandes villes de Turquie, et a rempli la salle de l'Atelier de Jeu tous les soirs avec l'Autre Mort de Jeanne d'Arc (Jeanne d'Arc Öteki ölümü), de Stefan Tsanev en jouant aux côtés de son maître, Haluk Bilginer, et de l'excellente actrice Esra Kızıdoğan Uygur.

Sur scène, énergique, vif, voire turbulent, Emre Karayel envoûte le spectateur à force de sincérité. « Le théâtre c'est un groupe de dingues qui essaient de faire vivre des pièces sur scène, de transmettre quelque chose aux spectateurs, s'enthousiasme le comédien. Ça a changé ma vie, ma façon de penser, de voir les choses. » Pourtant il s'en est fallu de peu pour qu'il passe à côté de sa voie : inscrit en école de commerce, c'est en faisant des doublages pour la radio qu'il a entendu les sirènes du théâtre. « Je me suis vite rendu compte que faire du théâtre en amateur n'avait aucun sens, qu'il fallait y aller pour de bon », raconte le comédien. Il s'inscrit donc à l'Académie d'art et de la scène de Bilkent et se lance, avec succès, vers le théâtre professionnel.

« Le théâtre a changé ma vie »

Lorsqu'on lui demande ce que signifie être comédien en Turquie, Emre Karayel n'a qu'un mot : « difficile ». Économiquement et du point de vue artistique : « beaucoup d'acteurs sont obligés de jouer dans des séries télévisées pour vivre. Mais cela n'a rien à voir avec le théâtre... Jouer un scénario de 60 pages en 5 jours, sans aucune préparation, ce ne sont pas des conditions idéales... » En revanche, sur scène, du moment que la pièce a quelque chose à transmettre, l'acteur peut se donner corps et âme pour interpréter son rôle.

Seulement, selon le jeune comédien, le public n'est pas toujours réceptif : « En Turquie, le public est très exigeant. En achetant leur billet, beaucoup estiment avoir d'autres droits que celui d'assister à la pièce. Ils veulent rire, rencontrer des stars, prendre des photos... S'ils s'ennuient, ils n'hésitent pas à quitter la salle... Il n'est pas toujours facile de les toucher avec des pièces un peu difficiles. Tout cela est le résultat d'un manque d'éducation au théâtre. » Pourtant, peu à peu, les mœurs semblent



Esra Kızıdoğan Uygur et Emre Karayel

évoluer. « En jouant Othello, pièce pour laquelle nous avons adopté une mise en scène plutôt contemporaine, on a vu nombre de spectateurs s'intéresser à la mise en scène, aux différentes manières d'aborder une œuvre », remarque le comédien.

Autre particularité du théâtre en Turquie, selon lui, le manque de renouveau de l'écriture contemporaine : « Je n'ai pas eu beaucoup d'occasions de jouer des pièces d'auteurs turcs. La plupart des pièces ont déjà été jouées et rejouées... Les interprétations possibles sont épuisées. Et comme en Turquie il n'y a pas vraiment de soutien pour le théâtre, il y a très peu d'auteurs, donc très peu de renouveau », regrette Emre Karayel. Mais turc ou non, le principal est que l'auteur ait quelque chose à dire, à faire passer.

Après, on rencontre des problèmes de langue. Le comédien avoue qu'il aurait aimé pouvoir jouer en français, ou en russe. « Mais il ne suffit pas d'apprendre son texte par cœur pour jouer. Il faut maîtriser la langue, se l'approprier. » Un peu à la manière dont il fait vivre la langue turque dans l'Autre Mort de Jeanne d'Arc.

Aujourd'hui, Emre Karayel a un rêve : ouvrir son propre théâtre. « Le faire maintenant n'aurait guère de sens, car ce serait quelque chose de très proche de l'Atelier de Jeu. Mais j'ai cette envie, et je compte la réaliser un jour ! » S'il y met autant d'énergie que dans son jeu, nul doute que ce jeune acteur jouera bientôt dans ses murs.



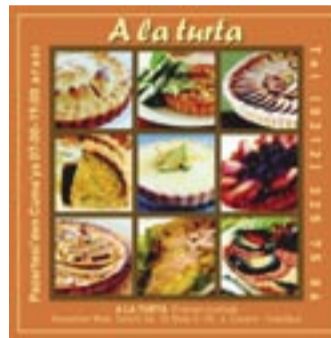
Le 47^e Festival international de Nasreddin Hoca d'Akşehir



Le 47^e Festival international de Nasreddin Hoca d'Akşehir se déroulera entre le 5 et 10 juillet 2006. Le 2 juillet, le cortège d'invitation au festival fera une marche dans Istanbul (Beyoğlu-Taksim) puis, le même jour, un tour du Bosphore sera effectué par le bateau spécial « Ris et Réfléchis ». Le 4 juillet, le « Train du Rire » partira à 9 heures de la gare de Haydarpaşa vers Akşehir. Et, entre le 5 et le 10 juillet, des activités culturelles auront lieu nuit et jour à Akşehir. Vous pourrez y retrouver des artistes et des spectacles de théâtre (la Compagnie Sadri Alışık, Semaver Kumpanya, les artistes du théâtre Kent, une compagnie de théâtre de Tatarstan, des spectacles de théâtre pour les enfants), des groupes étrangers de danse folklorique, un groupe français de musique etc. Pour avoir des informations détaillées, vous pouvez consulter le site internet

www.aksehirnasreddinhoca.org.tr

Un petit air de France en plein cœur d'Istanbul



Philippe et Valérie ont ouvert un nouveau restaurant à Istanbul : « A la turta ». Des tartes salées et sucrées absolument divines, préparées par Valérie, sont disponibles de 7 heures à 19 heures à 4. Levent, au pied des tours Sabancı. Il est également possible de commander vos tartes ou encore de réserver le restaurant le soir et le week-end pour des soirées privées. Grâce à son concept unique, ce restaurant est appelé à devenir pour longtemps un fier ambassadeur de la gastronomie française à Istanbul.

A la turta, Konaklar Mah. Selvili Sk. 13, Blok C-10, 4. Levent. Tel: (0 212) 325 75 06

AGS Emlak (Bureau foncier)



Moda est toujours un des lieux célèbres d'Istanbul qui donne sa diversité à la vie culturelle de la Turquie et qui possède dans son passé historique de grandes richesses. Les particularités de Moda sont, d'une part, d'être située dans une région d'habitation dans laquelle aucune autoroute ne passe et, d'autre part, que ses beautés naturelles soient intégrées aux pavillons et églises possédant une architecture incomparable.

Moda a été témoin, dans notre histoire, d'un bon nombre d'événements. Citons la décision d'Atatürk qui a instauré la Fête du cabotage, offerte à la marine turque. Cette fête, célébrée dans la Baie de Moda, comportait de très nombreuses manifestations festives. La beauté de Moda n'a pas seulement attiré l'attention d'Atatürk, mais également d'un nombre important de personnes célèbres dans le passé. Par ailleurs, Léon Henri Prost, architecte et urbaniste réputé dans le monde entier, a dit, lors d'une réunion de presse dans le Port de Moda en 1937 : « La Baie Moda-Kalamış est la perle du monde, protégez sa beauté naturelle et n'enfonchez pas même un clou. » Et nous, de notre côté, tâchons de toutes nos forces de préserver et de développer ce patrimoine...

www.agsemmlak.com Tel: (0 216) 450 23 75

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50.

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 Turquie 50 Europe 11 numéros version PDF : 25

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 30 exemplaires 300 Turquie 400 Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 Turquie 200 Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ N° de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ____/____/____ Signature : _____

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda Istanbul - n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturquie@alaturquie.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Crédit Lyonnais
n° de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturquie@alaturquie.com alt 15-16

BOSCH Maxx 7

Lekeliler

On Yıkama

Kolay Ütüleme

Hassas Durulama



Isı Ayarı °C

Kalan Süre

Sıkma Devri

Başlat Beklet

Sensitif

Sport/Fitness

Süper-Kısa

Mix

Boşaltma

Hassas Sıkma

Sıkma

İptal

Durulama

Beyazlar/Renkiler

Lekeliler-Yoğun

Renkiler Eco

Hassas İpek

Yünüler/Öz

Sentetikler

Sentetikler Özel



**Lavage
ultra-rapide
en
15 minutes**

Disposez-vous d'un quart d'heure? Oui, alors vos habitudes de lavage de linge vont se transformer à jamais. Le nouveau Maxx 7 lave votre linge en 15 minutes avec le programme le plus rapide au monde, laissant à vous le plaisir de profiter de journées toutes entières. Le nouveau Maxx, avec son programme ultra-rapide, vous attend pour remanier votre vie.



BOSCH

Des technologies pour la vie

* Ce programme est idéal pour linges peu sales, un maximum de 2 kgs est conseillé.